

LA REVUE DE L'INSTITUT

GLOBE

N01 printemps 2008

| PRÉSENTATION:
LE NOUVEL INSTITUT
| DOSSIER:
EMERGING COUNTRIES



THE GRADUATE INSTITUTE | GENEVA

INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES
INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT

GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL
AND DEVELOPMENT STUDIES

SOMMAIRE

Un institut tourné vers l'avenir – <i>Philippe Burrin et Michel Carton</i>	3
Notre raison d'être – <i>Roger de Weck</i>	4
Au cœur des enjeux de la coopération internationale – <i>Jacques Forster</i>	5
Le Conseil de fondation	6
LE NOUVEL INSTITUT	8
Les programmes d'études	9
Les programmes conjoints avec l'Université de Genève	10
La recherche	14
Le Réseau suisse	18
La formation continue	20
Le Campus de la Paix	23
CARRIÈRE & EMPLOIS	24
DOSSIER: LES PAYS ÉMERGENTS	25
Emerging Countries: What are we talking about? – <i>Cédric Dupont</i>	26
Global Institutions Challenged by New Powers – <i>Thomas Biersteker</i>	28
Sovereign Funds – <i>Cédric Tille</i>	30
Coopération Sud-Sud: quoi de neuf? – <i>Gilles Carbonnier</i>	32
Climat: des concessions réciproques – <i>Marc Hufty</i>	34
TRIBUNE: Gilbert Etienne	36
LA VIE ACADÉMIQUE	37
Les nouveaux professeurs: Liliana Andonova, Marc Flandreau, Jean-Marie Dupuy	37
Les thèses	42
Les échanges d'étudiants	43
À la rencontre de nos futurs étudiants	44
Les colloques et conférences	46
ALUMNI	52
LES NOUVELLES PUBLICATIONS	54

Responsable rédaction: Sophie Fleury, sophie.fleury@graduateinstitute.ch

Responsable dossier et recherche: Marie Thorndahl, marie.thorndahl@graduateinstitute.ch

Correction: Ling Perrelet, Nathalie Tanner

Rédaction: Institut de hautes études internationales et du développement, CP 136, 1211 Genève 21 - Suisse

Tel: +41 22 908 57 00 | <http://graduateinstitute.ch>

Crédit photos: couverture | Photo Eddy Mottaz. Etudiants de l'Institut

Conception et réalisation graphique: Bontron&Co

Impression: Courvoisier

UN INSTITUT TOURNÉ VERS L'AVENIR



Philippe Burrin,
directeur



Michel Carton,
vice-directeur

Voici le premier numéro d'un journal destiné à nos amis, à nos anciens étudiants, à tous ceux qui à travers le monde s'intéressent à nous et à ce qui se passe à Genève. Nous leur souhaitons d'y trouver un reflet des richesses et du potentiel de l'Institut.

Que de chemin parcouru dans cette dernière année! Deux institutions (HEI et IUED) ont réuni leurs forces et sont devenus l'Institut de hautes études internationales et du développement. La tâche n'était pas évidente et suscitait des inquiétudes. Or, le déménagement des bibliothèques, le transfert des contrats du personnel, l'établissement de nouveaux règlements, la réorganisation administrative et académique, tout cela a été réalisé sans difficulté majeure et en avance sur le calendrier prévu.

En quelques mois d'existence, l'essor de l'Institut est visible et montre qu'il s'agit de bien autre chose que de l'addition de ce qui existait auparavant. Nos programmes de master et de doctorat sont en voie d'harmonisation et des passerelles jetées entre les uns et les autres. Des centres et

programmes de recherche ont été créés, qui renforceront notre capacité d'expertise interdisciplinaire et nous donneront une visibilité plus grande. Un service de la formation continue a été mis sur pied, qui développera l'offre de perfectionnement professionnel à l'intention de personnes en cours de carrière. Des professeurs ont été engagés, d'autres vont l'être prochainement. Enfin, la première campagne de recrutement d'étudiants a vu une augmentation substantielle des candidatures.

Les trois prochaines années nous réservent d'autres défis qui méritent l'engagement de tous: la réalisation du campus, l'extension du réseau international, l'ancrage politique et financier de l'Institut. Nous ferons notre chemin en partenariat avec l'Université de Genève, avec la collaboration de nos collègues du Réseau suisse pour les études internationales et en comptant sur le soutien de tous ceux qui voient dans la situation présente une occasion unique de renforcer des champs d'études et une expertise dont notre monde a un besoin croissant.

NOTRE RAISON D'ÊTRE

Roger de Weck, président du Conseil de fondation



La raison d'être du nouvel Institut sont ses étudiants. Ils viennent du monde entier à la rencontre de professeurs de tous horizons. Le cosmopolitisme de l'Institut de hautes études internationales et du développement est un atout pour la jeune génération qui débarque à Genève pour y étudier le développement et les relations internationales, mais aussi pour les vivre. L'Institut incarne la mondialisation au sens noble du terme dès lors qu'il rassemble des scientifiques hors pair et de tous pays. La densité fait la force.

Pour accomplir sa mission avec efficacité, le nouvel Institut a une gouvernance simple. Il est une fondation de droit privé avec un Conseil de fondation (actuellement de 12 membres), un directeur et un vice-directeur, de même qu'un collègue des professeurs qui joue un rôle essentiel dans la vie académique. Il s'élargit périodiquement aux chargés de cours, d'enseignement et de recherche. Un comité d'Institut est le relais qui assure la participation de tous les collaborateurs.

Une gouvernance d'avant-garde aussi. L'Institut est autonome, ne siègent pas de représentants des pouvoirs publics dans le Conseil de fondation. Le Département fédéral de l'intérieur et le Département de l'instruction publique du Canton de Genève nomment les membres du Conseil (sur proposition de ce dernier) et signent une convention

d'objectifs d'une durée de quatre ans avec l'Institut, mais n'interviennent pas dans sa marche. Les statuts prévoient une direction forte. À l'écoute de tous, elle prend ses responsabilités pour gérer et développer l'Institut avec rigueur et esprit d'entreprise. Avec Philippe Burrin, appuyé par Michel Carton, l'Institut est en bonnes mains. De fait, les pouvoirs publics sont déterminés à investir dans l'Institut. Ses moyens augmentent. Et l'Institut entreprend la construction d'un bâtiment non loin du siège genevois de l'ONU. Il réunira les forces vives de l'Institut réparties aujourd'hui sur une demi-douzaine de sites. Si les délais peuvent être respectés, le nouvel Institut sera «sous toit» en 2012, et il sera très largement propriétaire de ses immeubles.

L'un des défis stratégiques est de définir la place de l'Institut dans le paysage universitaire suisse. C'est une anomalie que depuis des décennies le statut des Instituts fondateurs (HEI et IUED), puis celui du nouvel Institut dans la législation suisse sur les hautes écoles, n'ait pu être éclairci. De concert avec les autorités fédérales et cantonales, nous nous y emploieront. Au service des étudiants et de leurs professeurs.

AU COEUR DES ENJEUX DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Jacques Forster, vice-président du Conseil de fondation

Le nouvel Institut combine des compétences et une grande expérience de la recherche et de l'enseignement dans deux domaines (relations internationales et développement) qui, jusqu'ici, étaient restés séparés sur le plan institutionnel, avant tout pour des raisons historiques.

Cette intégration est novatrice et arrive à point nommé. L'Institut fait, en effet, œuvre de pionnier sur le plan mondial en développant des synergies entre les relations internationales et le développement. Cette intégration survient à un moment où la nature même des relations internationales – y compris les relations Nord-Sud - est en pleine mutation et où la recherche de politiques de développement durable est à l'ordre du jour dans toutes les régions du monde.

La transformation des domaines des relations internationales et du développement est notamment liée à l'articulation de plus en plus étroite et complexe entre les politiques extérieures et intérieures des Etats, ce que Jürgen Habermas a appelé «la politique intérieure mondiale».

Tous les grands thèmes de cette «Weltinnenpolitik» ont des dimensions politiques, économiques, sociales, culturelles et écologiques qui agissent les unes sur les autres. Leur étude doit faire appel à diverses disciplines et l'Institut dispose de

toute la gamme des compétences requises. Il s'agit aussi d'assurer l'interaction entre les disciplines par l'intégration de leurs concepts et de leurs méthodes. L'interdisciplinarité se traduit notamment par deux programmes de master (affaires internationales et développement) ainsi que par la mise en place de centres de compétences thématiques offrant à la communauté internationale des recherches et de l'expertise sur de grands problèmes globaux (migration, santé, sécurité, commerce international).

L'Institut dispose d'un autre atout essentiel: Genève et sa communauté internationale. En effet, les organisations internationales et les ONG disposent de ressources intellectuelles et documentaires inégalables sur nombre de problèmes globaux contemporains. L'Institut veut développer ses interactions avec la Genève internationale non seulement pour bénéficier de son expertise mais aussi pour coopérer avec elle à la production mutuelle de savoirs.

L'Institut dispose donc d'un potentiel qui lui permettra de devenir rapidement une institution de référence dans le domaine des relations internationales et du développement. Cette perspective est encore renforcée par la confiance que lui témoignent les autorités fédérales et cantonales.



LE CONSEIL DE FONDATION

Roger de Weck,

Président du Conseil de fondation



Roger de Weck est éditorialiste à Zurich et Berlin. Il écrit pour la presse allemande, française et suisse et anime une émission de télévision. Enseignant au Collège d'Europe à Bruges et Varsovie, il a été rédacteur en chef du *Tages-Anzeiger* à Zurich et de *Die Zeit* à Hambourg.

Jacques Forster

Vice-président du Conseil de fondation



Titulaire d'un doctorat en sciences économiques de l'Université de Neuchâtel (Suisse), Jacques Forster a collaboré dix ans au sein de la coopération suisse au développement. Il a été ensuite, de 1977 à 2006, professeur à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED,) dont il fut directeur de 1980 à 1992. Il est l'auteur de publications sur les relations Nord/Sud et la coopération internationale au développement. Il est membre du CICR, dont il a été vice-président de 1999 à 2007.

Iris Bohnet



Iris Bohnet is Professor of Public Policy at the Kennedy School of Government at Harvard University. She is the Faculty Chair of the Women and Public Policy Program and serves on the executive committee of the Program on Negotiation at Harvard. A behavioral economist, her research and teaching focus on decision making and how to improve decision making in negotiation, organisations and public policy. She has written extensively on trust and has conducted her research in various parts of the world, most recently in the Middle East.

Anne-Christine Clottu Vogel



Titulaire d'une licence en lettres de l'Université de Neuchâtel (ethnologie, histoire, littérature française), Anne-Christine Clottu Vogel a été secrétaire générale de l'Académie suisse des sciences naturelles de 1997 à 2001 et présidente du Conseil de fondation de l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) de 2002 à 2007. Depuis 2002, elle préside la Commission suisse pour le partenariat scientifique avec les pays en développement (KFPE).

Louk de la Rive Box



Louk de la Rive Box (Ph.D. Columbia University, 1973) is Rector and Professor of International Cooperation at the International Institute of Social Studies, The Hague. He is Emeritus Professor of Maastricht University and former Director of Policy Planning at the Netherlands Ministry of Foreign Affairs.

Peter Gomez



Après avoir obtenu un doctorat et une habilitation à l'Université de Saint-Gall (HSG), Peter Gomez a occupé diverses fonctions de direction dans de grandes entreprises suisses. Il est ensuite revenu à la HSG en tant que directeur d'institut puis recteur de 1999 à 2005. Il est aujourd'hui doyen de l'Executive School de la HSG et président du conseil d'administration de la Bourse suisse.

Joëlle Kuntz



Journaliste et éditorialiste au journal *Le Temps* à Genève, Joëlle Kuntz est l'auteure notamment d'une brève histoire de la Suisse (*L'histoire suisse en un clin d'œil*, Zoé, Genève, 2006) et d'un essai sur les frontières (*Adieu à Terminus*, Hachette Littératures, Paris, 2004).

Julia Marton-Lefèvre



Julia Marton-Lefèvre est directrice générale de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Auparavant, elle a été rectrice de l'Université de la Paix, directrice générale de Leadership for Environment and Development (LEAD) et directrice générale du Conseil international pour la science (ICSU).

Yves Mény



Yves Mény, professeur de sciences politiques, a enseigné à l'Institut d'études politiques de Paris et dans de nombreuses universités. Depuis 2002, il est président de l'Institut universitaire européen de Florence. Ses recherches portent sur la politique comparée, les institutions nationales et européennes, la corruption politique et le populisme.

Robert Roth



Professeur ordinaire à la Faculté de droit de l'Université de Genève, ancien doyen, juge à la Cour de cassation du Canton de Genève, Robert Roth est spécialiste de droit pénal suisse, international et européen.

Andrea Schenker-Wicki



Andrea Schenker-Wicki is Full Professor for Business Administration at the Faculty of Economics, Business Administration and Information Technology, Chair of "Performance Management" and Director of the Executive MBA programme of the faculty. Her research focuses on performance management of private and public institutions, decision analysis, crisis management and university management.

Isabelle Werenfels



Isabelle Werenfels is a Senior Researcher at the German Institute for International and Security Affairs (Stiftung Wissenschaft und Politik) in Berlin. Her research focuses on Islamist movements, political reform processes and external democratisation in the Maghreb states as well as on Euro-Mediterranean cooperation.

LE NOUVEL INSTITUT



(Photo Eddy Mottaz)

LES PROGRAMMES D'ÉTUDES

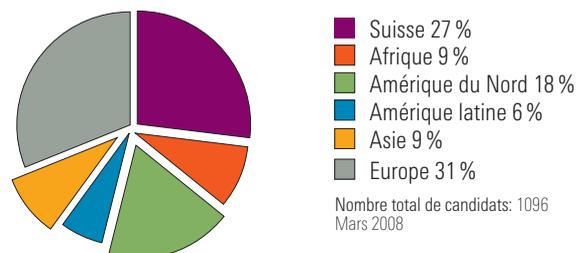
L'Institut offre des enseignements au niveau du master et du doctorat. Les programmes d'études sont les uns disciplinaires, les autres interdisciplinaires. Cette variété fait l'une des principales originalités de l'Institut, le champ des études internationales étant rarement approché d'une manière aussi complète. Elle ouvre aux étudiants intéressés la possibilité de choisir au sortir d'une première formation entre un approfondissement disciplinaire ou un élargissement interdisciplinaire.

L'enseignement est exigeant et repose sur des critères stricts de qualité universitaire. Il se caractérise par la priorité accordée à l'interaction entre étudiants et enseignants dans des classes de petite taille; l'importance donnée au travail personnel; une pratique du bilinguisme qui laisse à chacun la liberté de s'exprimer et d'écrire ses travaux dans la langue qui lui convient le mieux parmi les deux langues officielles de l'Institut (français ou anglais); et par un souci du débouché professionnel des étudiants qui se marque dans l'actualisation régulière du curriculum et l'offre extra-curriculaire d'ateliers permettant d'acquérir ou d'améliorer des compétences utiles à une carrière internationale.

Les étudiants sont admis sur dossier. Les candidats doivent maîtriser l'anglais et avoir une connaissance au moins passive du français. Une admission est possible pour des personnes ne connaissant pas le français en échange de l'engagement de suivre un cours de français pendant les trois semaines précédant le début de l'année universitaire et durant le premier semestre de leurs études.

- **Master en affaires internationales**
- **Master en études du développement**
avec option en :
 - Ecologie globale et développement soutenable
 - Développement et coopération internationale: entre conflit et paix
 - Inégalités, exclusions et développement humain
- **Doctorat en études du développement**
- **Master et doctorat en études internationales**
avec spécialisation en :
 - Droit international
 - Economie internationale
 - Histoire et politique internationales
 - Science politique

→ <http://graduateinstitute.ch>



Lieu de résidence des candidats à l'admission pour l'année académique 2008-2009.

LES PROGRAMMES CONJOINTS AVEC L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

THE ACADEMY OF INTERNATIONAL HUMANITARIAN LAW AND HUMAN RIGHTS

COMBINING THEORY AND PRACTICE IN THE NEW GENEVA ACADEMY



Andrew Clapham,
Director

The new Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights was inaugurated in September 2007 by the then President of the Swiss Confederation, and Head of the Federal Department of Foreign Affairs, Federal Councillor Micheline Calmy-Rey. Its goals are: to provide instruction of a high academic standard, in French and in English, to conduct and promote scientific research, organise training courses and expert meetings, and lastly to provide legal expertise in all branches of international law relating to armed conflict situations.

The Academy is the successor of the University Centre for International Humanitarian Law created in 2002 by the Faculty of Law of the University of Geneva and the Graduate Institute of International Studies.

«Il est ainsi essentiel qu'une institution comme l'Académie contribue à clarifier davantage la relation entre les droits humains et le droit international humanitaire afin de parvenir à une compréhension commune. Par ailleurs, il est aussi nécessaire de se pencher sur les mécanismes d'application et de vérification et de contribuer à leur renforcement, ainsi qu'à l'épanouissement de juridictions internationales comme la Cour pénale internationale, jouant pleinement leur rôle. Je souhaite ainsi que l'Académie puisse aussi nous aider dans cette perspective en développant de nouvelles idées.»

Micheline Calmy-Rey, présidente de la Confédération Suisse

The Master of Advanced Studies in International Humanitarian Law (75 ECTS credits) is a one-year degree programme offering participants an in-depth exposure to the application of international law in times of armed conflict or other



Micheline Calmy-Rey and Charles Beer. Inauguration of the Academy, September 2007. (Photo Eric Roset)

«Il faut que les étudiants soient confrontés à des expériences de vie internationale quotidiennes et concrètes, il faut une véritable «symbiose dynamique» entre ces deux mondes.»

Charles Beer, conseiller d'Etat en charge du Département de l'instruction publique de la République et du canton de Genève

emergencies. The degree can be followed in English or French, the core courses (30 credits) are offered in both languages while the options (18 credits) allow students to develop their interests from among a variety of English and French courses. In this way students may choose to specialise in, for example, international criminal law or refugee protection. The Master's includes a simulation exercise for 3 credits, and a supervised dissertation of 60-100 pages (24 credits).

The programme is attracting students from all over the world, this year's intake comprises 60 students (33 English-speaking and 27 French-speaking). They come from 29 different countries. The Master's degree prepares students for a career in international and non-governmental organisations dealing with humanitarian issues, in national and international justice systems, as well as in the higher education sector.

↗ <http://adh-geneva.ch>

THE MASTER OF ADVANCED STUDIES IN INTERNATIONAL DISPUTE SETTLEMENT



Gabrielle Kaufmann-Kohler,
Programme Director



Thomas Schultz,
Executive Director

The Graduate Institute of International and Development Studies and the Geneva University Law School are proud to announce the launching for the academic year 2008-2009 of their new joint Master of Advanced Studies, the Geneva Master in International Dispute Settlement (MIDS).

The MIDS is a one-year full-time graduate programme, equivalent to an LL.M. It provides the opportunity of an in-depth study of all aspects of dispute settlement in the international arena, across the divide of public and private sectors, with an emphasis on today's most relevant fields such as commercial and investment arbitration, negotiation, WTO dispute settlement.

The MIDS is launched in response to a growing need for specialists triggered by a true explosion of international disputes and dispute settlement mechanisms these last decades, which increasingly overlap and cover both public and private law. For the creation of this unique programme Geneva was seen as the ideal place because of its long-standing tradition in international arbitration and the presence of numerous international organisations.

The programme seeks to enrol candidates from a variety of countries, backgrounds and career plans, typically including recent law school graduates, lawyers working in law firms, governments, international organisations and NGOs, as well

as judges and doctoral students. It specifically prepares its students for a practitioner's or academic career in the field of international dispute resolution, be it in the arbitration departments of law firms, in international organisations, in government service or as corporate counsel.

The MIDS features an international faculty of renowned professors from such universities as Harvard or China Foreign Affairs, of high ranking representatives of international organisations such as WTO and WIPO and arbitral institutions such as the ICC, and of well-known practitioners.

The bulk of the curriculum and every mandatory part are in English. Students may take one or several courses taught in French and are offered to improve their language skills by attending French and legal French courses.

Board of Directors: Professors Laurence Boisson de Chazournes, Jean-Michel Jacquet, Gabrielle Kaufmann-Kohler and Marcelo Kohen

<http://www.mids.ch>
Contact: mids@unige.ch



LE PROGRAMME INTERDISCIPLINAIRE EN ACTION HUMANITAIRE



DIX ANNÉES DE FORMATION
UNIVERSITAIRE EN ACTION HUMANITAIRE

Jean-Daniel Rainhorn,
directeur du programme

Face à une crise humanitaire, les réponses à apporter sont de plus en plus multiples, complexes et spécifiques. Elles réclament un haut niveau de professionnalisation sous peine de voir s'installer une confusion dont la récente affaire de l'Arche de Zoé au Tchad est une parfaite illustration. Etre un «humanitaire», ce n'est pas simplement agir, c'est aussi réfléchir. Il importe donc que le milieu académique contribue à la formation de professionnels capables de faire face aux situations les plus difficiles. Depuis 1998, l'Université de Genève a délivré – sous la responsabilité du Programme interdisciplinaire en action humanitaire (PIAH) – un enseignement aujourd'hui sanctionné par un Master in Advanced Studies (MAS) en action humanitaire. Neuf promotions, soit plus de 160 étudiants, ont suivi cet enseignement. Une dixième promotion est actuellement en formation. Au cours de l'année 2008, le PIAH évoluera et deviendra le «Centre universitaire en action humanitaire de Genève» géré conjointement par l'Université de Genève et l'Institut.

L'objectif de l'enseignement est de permettre un travail d'approfondissement théorique et de réflexion critique sur les pratiques de l'action humanitaire. Cette formation mobilise de nombreux acteurs de la communauté académique et institutionnelle de la Genève internationale. Une opportunité exceptionnelle pour les étudiants, en majorité étrangers. Elle s'adresse plus particulièrement aux professionnels de l'action humanitaire qui, après plusieurs années d'expérience de terrain, souhaitent acquérir un bagage théorique mais aussi aux membres d'associations à vocation sociale, à des cadres avant un éventuel changement d'orientation professionnelle ou encore à des étudiants ayant une expérience personnelle significative dans le domaine humanitaire ou associatif.

Les enseignements se déroulent sur une année universitaire mais peuvent être suivis en deux années pour permettre la participation d'étudiants en cours d'emploi. Les cours, ateliers, colloques proposés sont l'occasion d'analyser les principales crises humanitaires en s'appuyant en particulier sur l'expérience professionnelle des étudiants et des acteurs de terrain. La qualité des enseignements est largement reconnue et attestée par le fait que chaque année la plupart des étudiants diplômés va rapidement trouver une insertion professionnelle dans les organisations internationales et humanitaires.

[http:// www.unige.ch/formcont/piah](http://www.unige.ch/formcont/piah)
Contact: piah@unige.ch



LA MAÎTRISE SPÉCIALISÉE PLURIDISCIPLINAIRE EN ÉTUDES ASIATIQUES

(ANCIENNEMENT DESS EN ÉTUDES ASIATIQUES)



Jean-Luc Maurer,
professeur, études du développement

L'Asie a connu un essor considérable durant le dernier quart du XXe siècle, une période clé pendant laquelle elle s'est hissée au rang d'acteur majeur dans les relations internationales. Cette tendance semble se confirmer au XXIe siècle, et cela dans des domaines aussi variés que la géopolitique et la sécurité, l'économie, le commerce ou la finance, le développement social et la création culturelle. Des Etats très puissants comme la Chine, l'Inde ou le Japon, ou encore une association régionale importante comme l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et certains des pays qui en font partie, sont appelés à devenir des interlocuteurs de plus en plus incontournables des Etats-Unis et de l'Europe dans un monde à l'interdépendance croissante, vraisemblablement engagé sur le chemin d'une nouvelle multilatéralisation. Dans ce contexte, il semble regrettable de constater que, si certaines élites asiatiques connaissent bien l'Occident, où elles se sont souvent formées, la réciproque est nettement moins vraie, même dans une ville à vocation internationale comme Genève.

C'est pour combler ce qui leur apparaissait comme une lacune majeure que les membres de la communauté académique genevoise spécialisés dans l'Asie (Université, ex-HEI et ex-IUED) se sont mobilisés dès 2000 pour élaborer un programme pluridisciplinaire en études asiatiques, qui a abouti à la création d'un diplôme postgrade (DESS) en 2003, requalifié en 2006, dans l'esprit des réformes de Bologne, Maîtrise spécialisée pluridisciplinaire en études asiatiques (MASPEA). Ce master, d'une durée de trois ou quatre semestres, a accueilli en 2007 vingt nouveaux étudiants; depuis 2003, trente-cinq étudiants ont déjà obtenu leur diplôme et une trentaine terminent leur mémoire ou leur stage.

En 2007, un effort a été entrepris pour faire converger le contenu du MASPEA vers le programme d'études et de recherche intitulé « Ré-ORIENT-ation globale: le renouveau de l'Asie et la recomposition du monde », lancé sous l'égide du Centre d'études asiatiques (CEA) de l'Institut. Le professeur Nicolas Zufferey (Faculté des lettres, UNIGE) a cédé en octobre 2006 la direction du MASPEA au professeur Jean-Luc Maurer, également nommé directeur du CEA en janvier 2007. Le MASPEA est placé sous la responsabilité d'un comité scientifique paritaire composé, du côté de l'Université, par les professeurs Jaya Krishnakumar (SES), Pierre-François Souyri (Lettres), Patrick Verley (SES) et Nicolas Zufferey (Lettres) et, du côté de l'Institut, par les professeurs Gopalan Balachandran, Jean-Luc Maurer, Philippe Régnier et Mohammad-Reza Djalili.

 <http://www.unige.ch/maspea>

LA RECHERCHE

THE CENTRE FOR TRADE AND ECONOMIC INTEGRATION



Joost Pauwelyn,
Director

and Theresa Carpenter,
Executive Director

The newly-established Centre for Trade and Economic Integration (CTEI) at the Graduate Institute provides an umbrella and a platform for faculty-driven projects in the areas of trade, economic integration and globalisation. An umbrella, in that the centre brings together the ongoing research and research-related activities of the Institute's professors in the domain of trade; and a platform, in that CTEI will help provide a vehicle for disseminating research results within the real world. It will also provide a forum for discussion and dialogue with and between the global research community, the international trade community most broadly defined.

The main purpose for establishing the Centre is to enhance the reputation of the Graduate Institute as a centre of excellence in the field of trade and economic integration. However, a core goal for the future is to enable genuine interdisciplinary research. This will be achieved by professors in economics, law and political science working cooperatively on questions of common interest, including applying for specific research grants or working on solutions-oriented studies.

Specific activities in the name of the Centre over the coming months included an inaugural speech by Pascal Lamy, which took place on 6th February and an update on WTO dispute settlement on 27th February 2008. The Geneva Lectures on Global Economic Governance, a joint initiative of the University of Oxford and the former HEI, will now be an activity co-organised by CTEI. One of the main forthcoming events to be hosted by the Centre is the SIEL (Society for International Economic Law) conference in July.

The published output of the Centre will initially include flagship publications and working papers. Policy briefing papers of interest to a wide international audience will follow new research activities.



Singapore – A ship prepares to berth at the Port of Singapore on February 18, 2008. (AFP PHOTO/ROSLAN RAHMAN)

Other benefits will be the resources to attract and host visiting scholars, as well as additional means to hire research assistants. Finally, faculty choosing to work through the Centre will benefit from the services of an Executive Director and an administrative assistant, who will support research dissemination activities.

The Centre is directed by Joost Pauwelyn, Professor of Law. Professors who have already expressed a strong interest in working closely with CTEI are Richard Baldwin (Professor of International Economics) and Cédric Dupont (Professor of Political Science).

 <http://graduateinstitute.ch/ctei>

THE CENTRE ON CONFLICT, DEVELOPMENT AND PEACEBUILDING



Keith Krause,
Director



Oliver Jütersonke,
Head of Research



The plight of UN soldiers fortified outside their camp in Côte d'Ivoire illustrates some of the challenges involved in post-conflict peacebuilding. (AFP 2005)

The creation of the new Graduate Institute also provides the opportunity to expand and consolidate research on conflict, security, peacebuilding and development. Building on existing strengths and capacities, the Centre on Conflict, Development and Peacebuilding (CCDP)—Centre d'études sur les conflits, le développement et la paix in French—was launched in 2008 to replace the Programme for Strategic and International Security Studies (PSIS) created at HEI more than 25 years ago and directed by Professor Keith Krause. It will also incorporate a number of HEI and IUED research programmes and projects in the fields of conflict, peace promotion and development.

The Centre will focus its research and activities on the general phenomenon of armed violence ("conflict"), on efforts to foster the conditions that prevent the outbreak or recurrence of such violence ("development"), as well as on comprehensive and/or targeted strategies to promote peaceful relations on the communal, national and international level ("peacebuilding"). Research projects will elaborate on specific aspects of armed conflict and the actors involved in organised violence, on the link between security and development in war-torn areas, and on the tensions and synergies among international actors involved in humanitarian, security, and socio-economic reconstruction efforts.

The new Centre fits well with the comparative advantages and intellectual resources of the Graduate Institute and International Geneva, and the overall orientation of Swiss foreign and development policy. With the appropriate support and an initial four-year commitment, the CCDP will be one of the central areas of research competence of the Institute. Drawing on the academic strengths and experience of its core faculty and associated researchers, it will provide high-level expert support and policy-relevant research to the international community in Geneva, Switzerland and beyond, as well as important North-South links for scholarship and research.

The ongoing activities of the CCDP will be coordinated by a Steering Committee initially made up of Professors Keith Krause (Director), Thomas Biersteker, Riccardo Bocco and Gilles Carbonnier (Deputy Director). Other faculty members and researchers will be associated as research interests converge and opportunities emerge. Notably, the projects of Dr. Thania Paffenholz on civil society and peacebuilding, financed in large part by the Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC), will already come under the umbrella of the centre at this stage, as well as the work of the Geneva Forum (directed by Dr Patrick McCarthy).

 <http://graduateinstitute.ch/ccdp>

THE GLOBAL HEALTH PROGRAMME



Ilona Kickbusch,
Programme Director

Through its Global Health Programme (GHP) the Graduate Institute will contribute to shaping the emerging field of interface between foreign policy, economics, development and health. It will build capacity by engaging in research, knowledge translation and diffusion for and with major global health stakeholders, particularly those present in Geneva. It will examine which characteristics and mechanisms define successful global health governance at the beginning of the 21st century. In particular it will engage in three key areas:

→ Innovation in global health diplomacy and governance

The programme will further develop the model of executive education in Global Health Diplomacy following the successful first executive summer course in 2007. It is now involved with partners in the USA, Brazil and Canada in establishing similar learning opportunities. The 2008 executive summer course, a Dictionary of Global Health Diplomacy and an overview of training initiatives in health and foreign policy are in preparation.

→ The power shift in global health

The programme will provide a better understanding of the shifting power balance in global health – for example the increasing influence of emerging economies and the powerful role played by new foundations, the private sector and non governmental organisations. The 2008 symposium of the GHP will discuss the consequences of this shift. Another area of study is the contribution of the European actors in the global health arena.

→ The role of Switzerland in global health governance

The programme will help to contribute to a stronger interface between Swiss academia and international organisations. In particular it will analyse and make more visible the role of Switzerland in global health governance and produce a series of directories on global health activities in Switzerland, beginning with a Geneva Global Health Directory. The programme is also a partner and contributor to global health events in Geneva.

The GHP has already established cooperation, for example, with the World Health Organisation, the Swiss Federal Office of Public Health, the European Foundation Center and the Global Forum on Health Research. The Programme also plays a leading role in the new initiative for a European Council on Global Health and is building partnerships with academic institutions and organisations in emerging and developing economies.

↗ <http://graduateinstitute.ch/globalhealth>

THE PROGRAMME FOR THE STUDY OF GLOBAL MIGRATION



Jussi Hanhimäki,
Programme Director

The Programme for the Study of Global Migration (PSGM) was created in January 2008 as part of the new Graduate Institute of International and Development Studies. It is devoted to the interdisciplinary study of global migration and aims at producing cutting edge research and expertise on the causes and impacts of population movements. The main focus of the Programme will be on migration linked to armed conflicts; generalised violence; persecution as well as ecological disasters. However, the programme will also concern itself with the so-called phenomenon of “economic migration” and its contemporary implications.

As a rule, the programme will promote joint research projects linking the Programme, research centres, partner institutions or academics, international organisations, UN agencies, NGOs and governments. Such projects will be either commissioned to independent researchers, collaborators, and partner institutions in Geneva and in various parts of the world or directly undertaken by academics affiliated to the Programme and the Institute. The first project of this kind links the PSGM and the UNHCR Archives in researching the Records of the Office of the High Commissioner in the Cold War era.

Another cardinal aspect of the programme activities will focus on providing an interface between the various actors involved in migration issues through the organisation of conferences, public lectures, seminars, workshops and roundtables. These various forums will allow for the dissemination of information between academic and policy circles, to the benefit of both communities. There will also be



Ivory Coast, Abidjan – A collector of lost residency permits displays the cards 30 Octobre 2007 at Adjame market, a poor neighbourhood of Abidjan. (AFP PHOTO/KAMBOU SIA)

opportunities for policy-makers, activists and international civil servants to meet informally to discuss and compare their ideas and approaches to specific issues. Thus, the Programme is already actively involved in the organisation of a workshop to be held in June 2008 around World Refugee Day and a major international conference for the autumn, focusing on the migrants/refugees nexus.

By harnessing the resources at the Graduate Institute and the Geneva based institutions, the programme will become a key international source of impartial and public information, and a hub for researchers, students and policy makers. As such, it will act to develop academic and policy relevant knowledge as well as close the gap in cooperation, coordination and communication between all these actors.

➔ <http://graduateinstitute.ch/globalmigration>

LE RÉSEAU SUISSE

LE RÉSEAU SUISSE EN ÉTUDES INTERNATIONALES À GENÈVE



PIVOT DE LA RECHERCHE
SUR LES QUESTIONS INTERNATIONALES

Robert Roth,
professeur à la Faculté de droit, membre du comité de direction
du Réseau suisse en études internationales à Genève

La fin de l'année 2007 a été marquée par de profonds changements dans le paysage académique suisse et genevois. Les lecteurs de cette revue n'ignorent rien du principal événement de cette période: la création de l'Institut HEID, en remplacement de HEI et de l'IUED. Un autre changement s'est opéré plus discrètement, dans l'ombre peut-être de la création du nouvel Institut: le Réseau universitaire international de Genève (RUIG), créé en 1999, a été dissous et a cédé la place au Réseau suisse en études internationales à Genève (Swiss Network for International Studies in Geneva). Ce nouvel organisme a été créé sous la forme d'un contrat conclu entre l'Université de Genève, HEI et l'IUED, au mois de septembre 2007. Selon la volonté des autorités de tutelle – Confédération suisse et canton de Genève – il «reprend la mission du RUIG», tout en reposant sur une structure différente et en obéissant à des règles de fonctionnement différentes.

Alors que le RUIG était une fondation, le Réseau suisse en études internationales est une «société simple», forme juridique qui, selon un brocard bien connu, n'est «ni une société ni simple». Le plus important est ici qu'il n'est pas une société et qu'il n'en a donc pas la personnalité juridique.

Pourquoi avoir choisi la souplesse? Parce qu'elle favorise l'évolution. Dans l'esprit des fondateurs, le Réseau, qui démarre sur une base principalement genevoise, est appelé à s'insérer dans le paysage universitaire suisse et, pour ce faire, doit s'élargir aux autres institutions académiques du pays. Les années 2008-2011, durant lesquelles les autorités de tutelle ont garanti au Réseau un financement équivalent à celui dont avait bénéficié le RUIG, sont des années de transition, et l'objectif est de revoir la forme juridique, ainsi que la composition des organes d'ici à 2011, de manière à pouvoir soumettre à la Confédération une demande de financement structurel plus important, à la hauteur de l'importance croissante des études internationales pour le pays.

Les fondateurs du Réseau n'ont pas voulu brader l'acquis des sept années de fonctionnement du RUIG. Cet acquis, qui sera mis en valeur à l'occasion d'une cérémonie qui aura lieu le 16 septembre, consiste essentiellement en une «fertilisation croisée» entre organisations internationales et institutions académiques. Le Réseau financera essentiellement des recherches; à titre complémentaire, il soutient d'ores et déjà des programmes de maîtrise d'études avancées conjointement gérés par l'Université de Genève et l'Institut.

Les projets de recherche seront soumis au jugement d'un collège d'experts nationaux et internationaux. Un «Conseil académique de la Genève internationale» sera le lieu de rencontre et de concertation entre le comité de direction du Réseau (formé de deux représentants de l'Institut, deux délégués de l'UNIGE et deux responsables de programmes d'études internationales à Berne et à Zurich) et une dizaine de personnalités représentatives de la Genève internationale. Les membres du collège d'experts et du Conseil de la Genève internationale sont en cours de nomination. D'ores et déjà, le Réseau s'est choisi un directeur en la personne de M. Tobias Haller, docteur en anthropologie sociale.

C'est seulement à l'issue de la sélection des projets de recherche retenus suite à l'appel d'offres lancé à la fin du mois de décembre 2007 que le profil du Réseau commencera à se dessiner. Le comité de direction a choisi l'ouverture la plus large dans cet appel d'offres, de manière à avoir une vue d'ensemble sur les orientations principales de la recherche en Suisse. Il est possible que les appels suivants soient plus ciblés, voire que l'on procède par invitation. Différence importante avec les règles régissant le RUIG, la collaboration de l'équipe de recherche avec

une organisation internationale, si elle représente sans discussion un plus, n'est pas une exigence formelle. De même, les projets reposant sur une collaboration entre l'Université de Genève et l'Institut, assortie de partenariats avec d'autres institutions académiques suisses, auront une certaine priorité.

Le Réseau aura rempli sa mission si, à l'issue de la période de quatre ans évoquée ci-dessus, il aura d'une part contribué à rapprocher encore les chercheurs et enseignants de l'Université de Genève et du nouvel Institut et qu'il se sera d'autre part imposé sur le plan suisse comme le pivot et l'animateur de la recherche sur les sujets essentiels de la vie internationale.

 <http://www.swissinternationalstudies.ch>



Tobias Haller,
le nouveau directeur
du Réseau suisse.

LA FORMATION CONTINUE

2008, A MILESTONE YEAR



Cédric Dupont,
Director, Executive Education



Jasmine Champenois,
Executive Director

Education and training for professionals is a clear priority of the new Institute. To meet this objective, the Institute has created an Executive Education platform that regroups existing programmes and that will build upon existing expertise to develop a cutting-edge and diversified set of courses.

The department aims to fulfil the pressing needs of professionals: to develop effective tools and critical thinking in a fast-changing world of international affairs. Interactions between multiple actors from the public, private and not-for-profit sectors, as well as decision-making, oversight, development management, diplomacy and governance are some of the core themes that will be addressed. The Executive Education platform offers courses designed to meet the needs of a wide range of potential participants, ranging from junior staff of international organisations and NGOs to senior managers of the private sector. While the diplomatic community is still at the heart of the Institute's targeted audience, the courses will also be dedicated to bringing knowledge on international affairs and development to the community of professionals involved in Geneva's multinational firms and its banking sector, as well as to a broader international audience of young professionals.

Executive education includes an Executive Master in Development Studies, short courses for diplomats, two summer programmes on international affairs and on the WTO, trade and development as well as a series of workshops and trainings. Among 2008 priorities are the launching of a new



Executive Master on International Negotiation and Policy-Making, the strengthening of our capacity-building training, and the design of new short courses in the main domains of activities of the Institute in collaboration with the new research centres and programmes. The platform will also explore opportunities of joint programmes with universities or research institutes in Switzerland and abroad.

Bringing together an outstanding in-house academic community and world-renowned practitioners from all over the world, the Executive Education platform of the Institute aims to become a landmark for education of professionals in Europe and beyond.

<http://graduateinstitute.ch/executive>
Contact: executive@graduateinstitute.ch



THE EXECUTIVE MASTER IN INTERNATIONAL NEGOTIATION AND POLICY-MAKING

FOR PROFESSIONALS WHO MANAGE
INTERNATIONAL CHALLENGES

As part of the Executive Education platform, the Executive Master in International Negotiation and Policy-Making (EMINP) is a new multi-disciplinary programme designed to foster understanding of international issues and combine courses that strengthen both the analytical and practical skills of professionals. EMINP is designed for professionals who manage international challenges, both on the operational level and through research and design of global strategic policy. The programme is designed for individuals who have or are going to have a leading role in international negotiation and policy-making, and who wish to reinforce their analytical skills and inter-personal skills in a multi-cultural context. This programme is also designed for professionals wishing to reposition themselves in the job market, who wish to build expertise in the field of international negotiations or policy-making.

The programme consists of three parts. The core part provides foundational courses on the challenges of global governance, policy analysis, decision-making, and international negotiation through theory and practical case studies. In a second part, participants specialise through a choice of electives. This part consists of practical skills

courses, preparing the participant to tackle workplace challenges. The third part consists in regular workshops with guest speakers from the world of practice. These small seminars will offer participants not only the opportunity to discuss current events but also to network with peers and increase their visibility.

To summarise, EMINP participants will have an opportunity to:

- develop and practice an interdisciplinary approach to complex international issues in seminars given jointly by professors and practitioners of different disciplines
- give free rein to their creativity and skills through interactive workshops and networking events.

The programme is offered on a part-time basis over a period of 9 months. Starting date: October 2008.

<http://graduateinstitute.ch/executive/masters>

Contact: executive@graduateinstitute.ch



THE INTERNATIONAL MASTER OF ADVANCED STUDIES EN ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT

UNE FORMATION SUR QUATRE CONTINENTS



Daniel Fino,
directeur du programme



Volée 2008 de l'IMAS.

L'International Master of Advanced Studies en études du développement (IMAS) s'adresse à des professionnels d'ONG, de services publics, de bureaux d'études privés et de centres de recherches, originaires des pays du Sud et du Nord, qui souhaitent élargir leurs compétences afin de mieux comprendre et intégrer les grands enjeux liés au développement dans leur travail professionnel quotidien. Le but fixé est de rendre ces cadres, ou futurs cadres – ayant déjà une solide formation de base et de l'expérience professionnelle – plus aptes à prendre des décisions d'intérêt collectif.

L'IMAS, d'une durée d'une année, a pour thématique centrale « Développement et mondialisation: entre croissance et exclusion ». Les séminaires interdisciplinaires et les études de terrain portent sur des problématiques spécifiques de développement proches des réalités de terrain. L'IMAS est décentralisé: deux tiers du cours se déroulent soit en Afrique, en Amérique Latine ou en Asie du Sud-Est. Le dernier tiers se passe à Genève. Les étudiants et enseignants proviennent des 4 continents. Les langues de travail sont le français,

l'anglais et l'espagnol. L'IMAS opère en étroite collaboration avec des institutions partenaires de formation de Bamako, Lima et Hanoï qui participent à la sélection des personnes à former, à l'élaboration et la mise en œuvre des programmes, au suivi et à l'évaluation.

L'Institut et les personnes en formation, dont 50% sont des femmes, peuvent bénéficier d'un soutien financier accordé par la Confédération et le Canton de Genève. Une évaluation indépendante, réalisée en 2007, examinant les effets de la formation auprès des participants une fois de retour dans leur cadre professionnel, a confirmé la pertinence du programme.

La campagne de recrutement est actuellement lancée pour la 6^e session qui débutera en août 2008.

<http://graduateinstitute.ch/executive/masters>
Contact: imas@graduateinstitute.ch



LE CAMPUS DE LA PAIX

AU CŒUR DU QUARTIER DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES



Nicole Perret,
coordinatrice, projet Campus de la Paix

Réunir sous un même toit à Genève une institution académique d'envergure et diverses entités actives dans la promotion de la paix, des intellectuels en rêvaient déjà dans les années 1930. Avec une constatation qui a une résonance très actuelle: «Après une évolution marquée par plus de six mille ans d'histoire connue et documentée, l'Humanité est arrivée de nos jours au stade de la mondialisation.» Les architectes mandatés, dont Le Corbusier, réalisèrent les plans de l'ensemble architectural avec un argument qui nous parle tout autant: «Notre civilisation, nous la voulons à la fois scientifique et démocratique, établie avec efficacité et assurant les avantages au plus grand nombre.»

Il fallut attendre la fin des années 1990 avec les besoins en locaux des trois Centres actifs dans la promotion de la paix et de la sécurité (le Centre de politique de sécurité, le Centre international de déminage humanitaire et le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées) pour que soit lancé le projet d'un nouveau bâtiment «Maison de la Paix» sis au chemin Rigot, entre la voie du chemin de fer et le parc Rigot.

Les conditions n'étant pas réunies pour sa réalisation, le projet est abandonné en 2005. Il renaît aujourd'hui dans une constellation différente. Si le lieu et le volume du bâtiment sont les mêmes, les responsabilités et l'affectation sont tout autres. D'une part, l'Institut est propriétaire et maître d'œuvre d'un bâtiment dont les Centres seront locataires. D'autre part, le projet doit répondre en premier lieu à la vocation universitaire de l'Institut: son cœur architectural sera composé d'une bibliothèque, d'auditoriums, de salles de cours et d'un espace public.

La publication des appels à candidature pour le concours d'architectes a été faite au mois de janvier 2008. Le choix du lauréat sera effectué d'ici l'automne. Les travaux devraient



Photo reproduite avec l'autorisation de la Direction cantonale de la mensuration officielle du 10 avril 2008.

commencer dans deux ans pour une entrée dans les locaux dans quatre ans. L'Institut disposera alors de près de 12000 m² de nouvelles surfaces. En tenant compte des sites Barton et Rothschild, dont l'affectation reste à préciser, les superficies actuelles d'enseignement et de recherche seront doublées.

Par une coïncidence heureuse, la possibilité de construire des logements d'étudiants s'est présentée de l'autre côté de la voie ferrée, en face de la future Maison de la Paix. Ce bâtiment devra être financé sur une base privée et les éléments à disposition indiquent qu'une réalisation est probable dans un délai semblable à celui de la première.

Pour gérer et superviser le projet immobilier de l'Institut, le Conseil de fondation a confié un mandat à Charles Kleiber, ancien Secrétaire d'Etat à l'éducation et à la recherche, qui revient ainsi à sa profession d'architecte et qui nous aidera à mener à bien le projet de la Maison de la Paix et à concevoir l'organisation et la gestion du Campus de la Paix.

CARRIÈRE & EMPLOIS

PARTENARIATS AVEC LES EMPLOYEURS LE BILAN À L'ISSUE DU FORUM



Carine Leu,
responsable Carrière & emplois

L'intérêt du secteur privé, des gouvernements, des organisations internationales et non gouvernementales à l'égard de l'Institut et de ses étudiants ne cesse de croître de manière positive.

Ainsi, les offres de stages et d'emplois transmises de manière ciblée aux étudiants, jeunes diplômés ou alumni de l'Institut sont passées de 299 en 2005 à 460 en 2006 pour dépasser les 700 en 2007, ce qui représente une augmentation annuelle de plus de 50%.

Le forum des professions, baptisé Connexion, créé en 2004 par l'ex-HEI, continue également de prendre de l'ampleur. Entre 2007 et 2008, le nombre d'entreprises et d'institutions participantes est passé de 65 à 79, celui des présentations des activités des employeurs et des profils recherchés pour des stages ou des postes fixes de 54 à 64 et celui des partenaires et sponsors de l'événement de 23 à 29, soit une progression respective de 22%, 19% et 26%.

Enfin, des employeurs ont manifesté leur souhait de mettre en place des partenariats plus vastes, institutionnels, marquant leur soutien et leur confiance en l'Institut et ses étudiants. C'est le cas, par exemple, de la société McKinsey & Co, qui offre désormais annuellement deux à quatre bourses d'écologie pour des étudiants prometteurs (voir encadré).

De leur côté, les étudiants, motivés et bien préparés tout au long de l'année, notamment par le biais d'ateliers de compétences, répondent à l'appel et font écho à l'engouement des employeurs. Près de 1000 d'entre eux sont présents en moyenne chaque année au forum, plus de 1200 jeunes diplômés demandent à recevoir les offres d'emploi diffusées par Carrière & emplois, 300 CV composent le yearbook remis aux employeurs et les ateliers



Connexion 2008. Forum des professions de l'Institut.

sont régulièrement remplis. Le prochain atelier, offert par le CICR et qui correspond à celui que suivent les futurs délégués, a affiché complet en douze heures !

→ En 2009, Connexion se tiendra du 9 au 13 février.

→ Les entreprises intéressées peuvent également intervenir auprès des étudiants dans le cadre d'ateliers de compétences ou de Business Insights.

Renseignements 022 908 57 55

Contact: carine.leu@graduateinstitute.ch



Two to four excellence scholarships are awarded annually by McKinsey & Co to students enrolled in any degree programme and who display an outstanding record of academic and personal achievement. Recipients must demonstrate clear personal impact and distinctive leadership in their extracurricular activities, have already completed an internship, and possess outstanding communication, collaboration, team-player and problem-solving skills. A notable field experience in a developing country would be an asset.

<http://graduateinstitute.ch>

Contact: isabelle.gerardi@graduateinstitute.ch

LES PAYS ÉMERGENTS

Toujours considérés comme des pays en développement, les pays dits émergents connaissent une croissance économique fulgurante: alors que la croissance annuelle des pays développés s'est établie à une moyenne de 2,3 % depuis 2002, la leur a atteint 7 % sur la même période. Ce rattrapage engendre des défis d'une ampleur nouvelle pour la gestion des grands équilibres mondiaux. Finances, gouvernance mondiale, coopération internationale, écologie... Quelques professeurs de l'Institut nous éclairent sur les questions soulevées par ce groupe de pays représentant près de la moitié de la population mondiale.

Beijing, Chine – Affiche vantant les partenariats avec l'Afrique. La Chine fait partie du groupe de pays à forte croissance formé par le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, souvent désigné par l'acronyme BRIC. (AFP PHOTO/Frederic J. BROWN)



EMERGING COUNTRIES: WHAT ARE WE TALKING ABOUT?

Cédric Dupont, Professor, International Economics

Categorising countries has been a recurrent phenomenon since the creation of the major international organisations after 1945, in particular regarding their economic situation. The term of emerging countries is one of the latest additions to a long list.

This list includes beside the broad categories of developed and developing countries, industrialised and newly industrialised, least developed or least advanced countries, small and vulnerable economies or economies in transition. It was first coined in the early 1990s as part of the widespread euphoria about the spreading of economic and financial liberalisation policies in the developing world. In the words of the International Monetary Fund, “emerging markets are typically countries with low to middle per capita income that have undertaken economic development and reform programmes and have begun to ‘emerge’ as significant players in the global economy.” But, as the IMF acknowledges, “there are many ways to categorise countries as emerging markets.” As one could expect then, the World Bank uses a different categorisation, as do major

financial actors through their various emerging market indices. From this perspective, it is quite surprising that there is still a strong overlap in the lists produced by the various organisations or actors. Indeed, based on the IMF World Economic Outlook 2007, the World Bank Global Development Finance Report 2007, and Morgan Stanley Emerging Market Index, the following countries are listed as emerging countries by more than one of the three sources: Argentina, Brazil, Bulgaria, Chile, China, Colombia, Czech Republic, Estonia, Hong Kong, Hungary, India, Indonesia, South Korea, Latvia, Lithuania, Malaysia, Mexico, Morocco, Pakistan, Peru, Philippines, Poland, Romania, Russia, Singapore, Slovak Republic, South Africa, Taiwan, Thailand, Tunisia, Turkey, Ukraine and Vietnam.

This list raises a few big questions, however. Referring back to the major elements mentioned in the IMF definition, the first issue is the importance given to the criterion of “low to middle per capita income.” Its strict application should clearly eliminate from the list Hong Kong, South Korea, Singapore

and Taiwan, as well as the Czech Republic, and arguably also Estonia, the Slovak Republic and Hungary. The next issue is about the interpretation of “significant players in the world economy.” For instance, it is hard to make a case along this line for Bulgaria, Latvia, Lithuania, and, to a different extent, Romania, short of counting them within the EU block. It is also difficult to consider Tunisia and Morocco along this criterion. The inclusion of these two groups of countries relies evidently on the criteria of economic reforms, in particular given that these reforms are credibly locked in domestic societies through EU membership or through strong authoritarian regimes.

We are therefore left with the following countries that do seem to match all the criteria of the “market-oriented reforms,” “low to middle income,” and “significant players in the world economy”: Argentina, Brazil, Chile, China, Colombia, India, Indonesia, Malaysia, Mexico, Pakistan, Peru, Philippines, Poland, Russia, South Africa, Thailand, Turkey, Ukraine and Vietnam. Given the wide disparity in the resources,

population, political system and economic potential of those countries, the added value of the categorisation of emerging markets is an open question. The concept may disappear as quickly as it rose to prominence. Market participants seem already to have switched to the more catchy acronyms of BRIC (Brazil, Russia, India and China), or BRIMC (adding Mexico) that encompass the four or five countries with the potential of not simply being significant but also dominant forces in the world economy by 2050. Today collectively dwarfed by the G7 countries, with only China being individually bigger than some of the G7 countries, the BRIMC could, if everything goes politically and economically right, collectively overtake the G7 around 2040, with China becoming the largest economy and India the third largest. Whereas this major power shift is still a far distant perspective, the current weight of BRIMC on the world economy is significant: they have accounted for roughly 30% of global growth between 2000 and 2005, represent almost 20% of global trade, possess more than 35% of foreign-exchange reserves, attract close to 20% of world

FDI and account for 20% of world oil demand. As a consequence, BRIMC countries have gained prominence in

“Given the wide disparity of those countries, the added value of the categorisation of emerging markets is an open question”

major international economic organisations. India and Brazil now play an important role in the Doha Round of negotiations at the WTO. They form with the USA and the EU the G4 group that replaced the old Quad (USA, EU, Japan and Canada) as the key forum for sealing package deals. In the IMF, China got in 2006 an increase of its quota and hence voting rights and is now part of an informal G5 study group on global imbalances. These should be the premises of important changes in world politics in the coming decades.

GLOBAL INSTITUTIONS CHALLENGED BY NEW POWERS

Thomas Biersteker, Professor, Political Science

The global institutions that predominate in the world today were all created in the middle of the last century, at the conclusion of World War II. The United Nations, the IMF and the World Bank were all formed during this period and accordingly reflect the ideas, the interests, and the identity of the Great Powers of the time. The world, however, has changed dramatically in the last sixty years, and one of the principal challenges facing these institutions today is whether and how they will adapt to the emergence of new powers.

A widely cited Goldman Sachs International report in 2003 estimated that “over the next 50 years, Brazil, Russia, India and China – the BRIC economies – could become a much larger force in the world economy” and that, by 2025, could equal over half the size of the G6. How have the international system and international organisations accommodated the emergence of these four countries?

A few decades ago, an essay on the geopolitics of the emergence of new powers would invariably have focused on power transition and hegemonic succession, with a search for which among the emerging powers would likely be first to challenge the conti-

“Reform of political institutions remains more challenging than reform of economic organisations”

nuation of US hegemony. The analysis would be couched in state-centric terms, and a principal concern would have been whether major inter-state war could be avoided. The military expenditures gap between the US and any potential challenger today remains large and has even expanded technologically in recent years. At the same time, however, the global security agenda has been complicated with the inclusion of a variety of transnational threats from non-state actors – from terrorism and transnational criminal organisations to global climate change and the potential spread of pandemic disease.

With regard to global governance, the UN Security Council (UNSC) continues to reflect the distribution of power in 1945, and as a result, faces a growing crisis of legitimacy. Fortunately for the organisation, two of the four BRIC countries (Russia and China) are

permanent members, so the gap in legitimacy is not as great as it might have been. Nonetheless, despite widespread calls for Security Council membership reform in recent years, changes in UNSC permanent membership remain unlikely. Although both India and Brazil embarked on campaigns to join the Security Council as permanent members (with or without a veto), and despite widespread consensus about the undemocratic nature of the Council, opposition to membership reform remains somewhat over-determined, largely due to the articulation of a variety of different regional power concerns.

The international financial institutions have shown an ability to adapt more flexibly to changing power configurations, in part, because the share of voting power in the organisations is linked directly to their members’ financial contributions. They



Brasilia – India's Prime Minister Manmohan Singh, Brazil's President Luiz Inacio Lula da Silva and South Africa's President Thabo Mbeki shake hands during the Brazil-India-South Africa summit (September 2006). (AFP PHOTO/Evaristo SA)

accommodated the rapid financial accumulation of the oil-rich Middle East countries during the last quarter of the 20th century, and have the potential to accommodate China as well, as it continues to build up huge financial reserves in other countries.

The G-8 is central to informal economic governance, and has already illustrated an ability to adapt, by adding Russia to the former G-7. It has also made routine side meetings with China, India and Brazil, among others, but this is an informal arrangement that needs greater institutionalisation.

Reform of political institutions remains more challenging than reform of economic organisations and may have been complicated by recent proposals for the formation of "coalitions of the willing" on different issues. While changing coalitions might be able to address some pressing challenges (like the crisis in Darfur), in the end, they are likely to undermine existing institutions and create new crises of legitimacy of their own. It remains to be seen whether the threat of their formation might prompt, rather than delay, genuine Security Council reform.

Sources:
Dominic Wilson, Roopa Purushothaman, Dreaming

With BRICs: The Path to 2050, Global Economics Paper N°: 99 2003, GS Global Economics Website: <http://www2.goldmansachs.com/ideas-global-growth/99-dreaming.pdf>

James Lindsay and Ivo Daalder, *America Unbound: The Bush Revolution in Foreign Policy*, Chapters 1 and 12 and G. John Ikenberry and Anne Marie Slaughter (eds.), *Forging a World of Liberty under Law: US National Security in the 21st Century*, Princeton Project report – <http://www.wws.princeton.edu/ppns/report/FinalReport.pdf>

SOVEREIGN FUNDS

NOUVELLES PUISSANCES FINANCIÈRES, NOUVELLES LOGIQUES D'INVESTISSEMENTS

Cédric Tille, professeur, économie internationale

Un développement notable sur la place financière mondiale est le rôle grandissant des «sovereign wealth funds» (SWF), des agences gouvernementales dont le mandat est d'investir les avoirs substantiels des pays en question. Un cas représentatif est l'investissement récent de 11 milliards de francs par un SWF de Singapour dans l'Union de Banques Suisses (UBS).

Les SWF sont distincts des banques centrales qui gèrent des montants substantiels de réserves de change (plus de 1000 milliards de dollars pour la Chine), se préoccupant surtout de la liquidité de leurs avoirs. Les SWF ont une plus grande latitude d'investir à plus long terme, notamment dans des entreprises.

Bien que les SWF ne soient pas des nouveaux venus, le fonds du Koweït ayant été établi en 1953, leur rôle s'est accru lors des dix dernières années. Les estimations placent leurs avoirs à une fois et demie les avoirs des «hedge funds», mais encore bien en deçà des réserves des banques centrales, ou des actifs gérés par les fonds de placement privés. Le poids des SWF est cependant destiné à s'accroître: le niveau élevé du prix du pétrole alimente les réserves des fonds des pays exportateurs, qui

représentent la moitié des SWF, et le maintien de taux de changes stables en Asie se traduit par une accumulation de réserves pour ces pays, autres détenteurs substantiels de SWF.

Faut-il dès lors se soucier des ces acteurs? Notons tout d'abord qu'un rôle grandissant des SWF sur les marchés des actions est sans doute inéluctable. Bien que les placements en obligations publiques garantissent une bonne liquidité, leurs rendements sont relativement faibles. Etant donné la taille élevée des avoirs des pays en question, une stratégie de placement négligeant les actions ne serait pas optimale.

du prix des actions en répartit immédiatement les conséquences entre investisseurs domestiques et étrangers.

La question se porte alors sur une éventuelle dimension stratégique des investissements. Peu de critiques sont exprimées lorsqu'un SWF investit dans une firme afin de bénéficier passivement du dividende et de l'appréciation du cours du titre. La situation est tout autre lorsque la taille de l'investissement permet au SWF d'influencer la gestion de la firme, comme l'a montré la réticence des Etats-Unis à laisser un fonds du Moyen-Orient acquérir des ports américains en 2006.

«Il y a problème si les Sovereign Funds utilisent les firmes sous leur contrôle à des fins politiques»

Notons également qu'un rôle accru des actions dans les portefeuilles des SWF est bénéfique au plan du partage des risques. Si l'entreprise en question connaît de faibles rendements, la baisse

Les SWF ne sont également pas perçus comme un problème tant qu'ils conduisent leurs investissements dans la perspective d'une maximisation de leur rendement, tenant compte des



Beijing, Chine – Jeune fille devant un billet de 100 yuan dans un musée. (AFP PHOTO/GOH CHAI HIN)

risques des différents placements. Dans ce cas, les SWF ne sont au fond pas différents de grands investisseurs privés. Un problème émerge si les SWF utilisent les firmes sous leur contrôle à des fins politiques visant à favoriser les intérêts du pays investisseur. Une recommandation serait que les SWF soient confiés à une agence indépendante du gouvernement, au même titre que la politique monétaire est le plus souvent conduite par des banques centrales indépendantes. Une autre recommandation serait d'exclure les SWF de secteurs tels que les entreprises de défense.

Un développement intéressant des derniers mois est l'investissement massif des SWF dans de grandes firmes financières, le montant atteignant 26,5 milliards de dollars, soit presque autant que les prêts du FMI aux pays asiatiques lors de la crise de 1997-1998. Cet investissement a per-

mis aux firmes en question de renforcer leur capital qui avait été mis à mal par les pertes sur les placements hypothécaires aux Etats-Unis, un renforcement sans doute bienvenu par les instances de supervision bancaire. Attirer un tel montant de capitaux en l'absence de SWF aux ressources abondantes se serait sans doute avéré bien plus problématique. Un point de contentieux demeure toutefois vis-à-vis des autres actionnaires dont l'avoir est dilué. Bien que le statut d'actionnaire soit risqué, il convient de veiller à ce que l'investissement substantiel des SWF ne se fasse pas à des conditions biaisées contre les actionnaires existants.

Sources:

Hildebrand, Philipp, «The challenge of sovereign wealth funds», conférence à HEI, 18 décembre 2007.

Setser, Brad, «Shanghai, Mumbai, Dubai or goodbye. The year of reverse bailouts», RGEmonitor.com blog, 10 janvier 2008.

«Why worry about sovereign wealth funds?», RGEmonitor.com blog, 16 octobre 2007.

Wolf, Martin, «The brave new world of state capitalism», The Financial Times, 16 octobre 2007.

Wall Street Journal, «Citigroup, Merrill seek more foreign capital», 10 janvier 2008.

COOPÉRATION SUD-SUD: QUOI DE NEUF ?

Gilles Carbonnier, professeur, études du développement

L'aide publique au développement (APD) de la Chine aurait dépassé USD 2 milliards en 2006, soit plus que l'APD suisse. De plus, la Chine s'est engagée à doubler son aide à l'Afrique d'ici 2009.

Elle entend fournir jusqu'à USD 10 milliards de prêts concessionnels, notamment pour des projets d'infrastructure dans le secteur extractif. Beijing veut en outre former 30 000 experts en matière de questions de développement. L'Inde a aussi clairement annoncé son intention d'augmenter son APD, notamment à travers des prêts à faible taux d'intérêt en faveur de l'Afrique sub-saharienne. Toutefois, pour les pays en développement, la croissance économique de ces géants asiatiques a un impact beaucoup plus grand que leur aide, laquelle s'inscrit essentiellement dans la poursuite d'objectifs commerciaux et géostratégiques.

Le 10 décembre dernier, un groupe de pays latino-américains emmenés par l'Argentine et le Venezuela annonçaient la création officielle de la Banque du Sud. Cette initiative vise entre autres à réduire la dépendance du sous-continent face aux institutions financières internationales sises à Washington et à offrir une alternative aux pays en

« Les pays émergents présentent l'avantage d'avoir acquis une expertise non seulement en tant que donateurs, mais aussi en tant que bénéficiaires d'aide publique au développement »

développement. La Banque du Sud est régie par le principe « un pays, une voix », contrairement aux institutions de Bretton Woods.

Sur cette toile de fond, les pays émergents vont-ils radicalement modifier les règles du jeu de la coopération internationale au développement ? Avec quels risques et opportunités pour les pays les plus pauvres ? Avant d'y répondre, il faut relever que les donateurs « traditionnels » réunis au sein du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE n'ont jamais eu le monopole du financement de l'aide. Dans les années 1970 et 1980, les membres de l'OPEP ont fourni jusqu'à 30% de l'APD mondiale, et l'URSS et ses alliés jusqu'à 10%. De grands pays bénéficiaires d'aide devenaient aussi bailleurs de fonds : l'Inde lançait des programmes de coopération au développement dans des pays voisins alors que la Chine finançait des projets d'infrastructure en Afrique.

Le Brésil créait une agence nationale de coopération en 1987.

La part des pays du CAD est remontée à 95% de l'APD mondiale dans les années 1990, avec la fin de la Guerre froide et la baisse du prix du pétrole. Nonobstant, les pays aujourd'hui émergents ont pour la plupart une longue pratique de la coopération au développement. Ils présentent l'avantage d'avoir acquis une expertise non seulement en tant que donateurs, mais aussi en qualité de bénéficiaires d'APD.

Les nouvelles ambitions en matière de coopération Sud-Sud affichées par les deux géants que sont la Chine et l'Inde font couler beaucoup d'encre. Certains se réjouissent que, dans un monde multipolaire, les pays en développement aient plus de choix sur le marché de l'aide, tant au niveau de sa quantité que de sa qualité. D'autres craignent un choc entre deux conceptions radicalement opposées



Addis Ababa, Ethiopie – Construction de route sous supervision chinoise. L'impact de l'aide des pays émergents sur les pays les moins avancés reste minime par rapport à l'incidence de leurs politiques économiques et commerciales. (AFP PHOTO/SIMON MAINA)

«dont le téléscopage constitue une grave menace pour les pays tributaires de l'aide au développement». Pour résumer, l'on assisterait à une confrontation entre le Consensus européen pour le développement et le «Consensus de Beijing». Le Président du CAD estime que les principaux risques sont de trois ordres:

→ les pays pauvres qui ont récemment bénéficié de programmes de désendettement risquent de tomber à nouveau dans le piège du surendettement si les pays émergents fournissent l'essentiel de leur aide sous forme de prêts sans conditions appropriées;

→ si les pays émergents n'assortissent leur aide d'aucune condition (autre que l'obligation d'acheter leurs biens et services à travers l'aide liée), les pays du CAD risquent de perdre la capacité d'exercer une influence sur les pays récipiendaires en matière de bonne gouvernance, de rigueur budgétaire, de démocratisation, de respect des droits de l'homme ou de protection de l'environnement;

→ si les pays émergents n'adoptent pas les bonnes pratiques élaborées par le CAD pour renforcer l'efficacité de l'aide et réformer le système de coopération internationale, l'aide continuera à avoir un rendement faible, voire des effets pervers sous forme d'ambitieux projets d'investissement non productifs dont l'entretien est très coûteux.

En réponse, les membres du CAD multiplient les échanges avec les pays émergents dans le domaine de la coopération au développement, que ce soit dans le cadre du G8, de l'ECOSOC, de l'OCDE ou encore par le biais de projets de coopération triangulaire entre pays industrialisés, pays émergents et pays moins avancés afin de partager les meilleures pratiques. Ces efforts sont louables mais insuffisants. L'intégration des pays émergents dans le système de coopération internationale ne saurait se passer d'une réforme des organisations multilatérales, à commencer par les institutions financières internationales, afin de refléter le poids économique et financier croissant de ces pays.

L'impact de l'aide des pays émergents sur les pays les moins avancés reste minime par rapport à l'incidence de leurs politiques économiques et commerciales. La demande chinoise et indienne d'énergie et de minerais a suscité une envolée des prix des matières premières, ce qui a amélioré les termes de l'échange et le volume des exportations africaines. Par contre, l'exportation de produits manufacturés et de main d'oeuvre bon marché de Chine représente une sérieuse menace pour certains secteurs tel que le textile africain. Bref, la cohérence globale des politiques publiques des pays émergents jouera un rôle prépondérant en matière de développement, comme c'est le cas depuis longtemps pour les donateurs traditionnels.

Sources:
Karlen, M.-T. (2007), «Politique de développement de la Chine en Afrique», poldev@brief 02/07, DDC, Berne.

Manning, R. (2006), «Will Emerging Donors Change the Face of International Cooperation?», *Development Policy Review*, 24 (4), 371-85.

Goldstein, A. & al. (2006), «The Rise of China and India: What's in it for Africa?», *OECD Development Centre Studies*, OECD, Paris.

CLIMAT: DES CONCESSIONS RÉCIPROQUES LA POSITION DES ÉTATS-UNIS ET DES PAYS ÉMERGENTS À LA CONFÉRENCE DE BALI

Marc Hufty, professeur, études du développement



Argentine – Engouement pour les agrocarburants. Fabrication de sucre converti en éthanol. (Marc Hufty)

La Conférence de Bali en décembre 2007 (13^e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique et 3^e réunion des parties au Protocole de Kyoto), sans atteindre les résultats que d'aucuns espéraient, a toutefois permis une avancée des négociations en vue d'un renouvellement du Protocole de Kyoto après 2012 (Kyoto II).

A la fois les États-Unis et les pays émergents y ont fait preuve d'ouverture sur la question cruciale de la réduction de l'émission de gaz à effet de serre (GES). Les positions étaient jusque-là assez figées. Alors que l'Europe a joué un rôle moteur dans les négociations, l'administration Bush s'est montrée peu réceptive, refusant

de compromettre la croissance américaine ou de se soumettre à un accord contraignant. Elle n'a d'ailleurs pas ratifié le Protocole de Kyoto. Les pays en développement, quant à eux, ne sont pas soumis à une obligation de réduction d'émission de GES dans le Protocole, une exception fondée par le «droit au développement», codifiée par le fameux principe de «responsabilité commune mais différenciée» de la Convention-cadre, mais reposant plus prosaïquement sur le fait que les pays industrialisés produisaient 75% des GES lors de la négociation du Protocole.

Pour les pays industrialisés, cette exception n'est plus acceptable. La Chine est aujourd'hui le premier

émetteur de CO² et les émissions des pays émergents s'accroissent. Ceux-ci devraient donc assumer leur part de responsabilité. Ces derniers, en retour, font remarquer les faibles résultats des pays riches sur les objectifs de Kyoto, le fait qu'une part significative des émissions de GES des pays émergents est liée à la demande des pays riches (23% des émissions de GES chinoises sont générées par ses exportations manufacturières) et que ceux-ci, contrairement à leurs engagements, n'ont fourni qu'un chiche effort en matière de transferts de technologies ou d'aide à l'adaptation aux effets du changements climatiques.

«La Chine a mis en place un programme de reforestation modèle alors qu'elle est devenue l'atelier du bois de la planète en important des quantités croissantes de bois»

Entre-temps, les données se sont toutefois précisées. Le Stern Review Report on the Economics of Climate Change (2006) chiffrait le coût de l'inaction à une fourchette comprise entre 5 et 20% du PNB mondial d'ici 30 ans, contre 1% pour des mesures préventives. Le 4^e rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat confirmait en 2007 la quasi-certitude de la tendance au réchauffement planétaire et la responsabilité des GES d'origine humaine. Le rapport annuel sur le développement humain du PNUD (La lutte contre le changement climatique, 2007) confirmait le fait que les pays et les personnes les plus vulnérables supporteront l'essentiel des conséquences du changement climatique. Le sentiment d'urgence provoqué par ces rapports a été entretenu par des personnalités comme MM. Ban Ki-Moon ou Al Gore.

En mai 2007, le président Bush, sous pression au niveau domestique, annonçait son appui de principe à Kyoto II. En septembre, il recevait à Washington les principaux pays émetteurs de GES pour leur proposer de travailler en commun. Parmi les Etats invités, outre les pays industrialisés, se trouvaient les grands pays émergents: Afrique du Sud, Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Mexique et Russie.

A Bali, les Européens, misant sur un gouvernement américain plus ouvert après 2008, ont accepté de renoncer à inscrire une réduction chiffrée des émissions de GES dans le programme de travail 2008-2009 (la «feuille de route de Bali»). Les Etats-Unis ont accepté de revenir à la table des négociations multilatérales et les pays en développement ont accepté le principe de politiques nationales mesurables de

réduction de l'émission de GES, en échange de mesures compensatoires elles aussi mesurables.

Une des innovations de Bali est l'acceptation du principe de compensation pour la déforestation évitée (REDD). La déforestation, responsable de 20% des émissions mondiales de CO₂, est un problème ou l'interdépendance des Etats est manifeste. Au Brésil (3,1 millions d'hectares par an), elle est liée en partie à la demande mondiale pour le soja et en Indonésie (1,9 m. d'hectares par an) à la demande pour l'huile de palme et à l'engouement pour les agro-carburants. La Chine a d'un côté mis en place un programme de conservation (15% de la superficie du pays) et de reforestation modèle, alors que de l'autre côté, devenue l'atelier du bois de la planète, elle importe des quantités croissantes de bois de Russie, d'Asie et d'Afrique (140 millions de m³ en 2006; elle en exporte l'équivalent en produits manufacturés, principalement vers les Etats-Unis). Ce bois, souvent coupé illégalement (80% du bois coupé en Indonésie, au Cambodge ou au Myanmar), fait de la Chine un des premiers acteurs du déboisement à l'échelle mondiale.

La Conférence de Bali a mis en évidence le caractère insoutenable de la position des Etats-Unis et des pays émergents sur la réduction de l'émission de gaz à effet de serre (GES). Les concessions devront être réciproques et les actions communes.

PLAIDOYER POUR LES « AREA STUDIES »

Gilbert Etienne, professeur honoraire

Une partie des échéances du nouvel Institut s'apparente à celles de HEI lorsque Jacques Freymond en prend la direction en 1955. Il s'agissait d'élargir le champ d'études et de recherche en dehors du monde Nord-Atlantique. Des spécialistes de ce dernier – dont le si regretté Norman Scott – arrivent à l'Institut. En 1959, Jacques Freymond me confie les premiers enseignements sur l'Asie. En 1960, il lance l'Institut africain qui, par la suite, s'élargira sur l'Amérique latine et l'Asie.

Une ample redistribution des cartes se joue dans l'économie mondiale sur une trame de facteurs interdépendants : politiques, économiques, techniques, culturels... Or, les élites occidentales sont-elles préparées à rencontrer leurs nouveaux partenaires? Que savons-nous des pays émergents d'Asie, d'Amérique latine, d'Afrique?

Les connaissances encyclopédiques d'un seul grand esprit – voir Leibniz et d'autres au Siècle des Lumières – sont aujourd'hui invalidées par la masse de connaissances à absorber. Même dans une discipline, bien rares sont les hommes du calibre de Braudel (*Le Temps du Monde – XV^e-XVIII^e siècle*). Et encore, il se fit aider pour traiter de l'Asie qu'il connaissait mal.

Pour saisir ces mutations, il serait opportun de stimuler des études comparatives dans lesquelles les spécialistes de tel pays ou région apporteraient leur témoignage confronté à d'autres. Le Centre Asie a souvent organisé des rencontres entre spécialistes de l'agriculture en Chine, en Indonésie,

en Asie du sud, ce qui a permis de dégager les tendances générales et plus spécifiques du continent.

Le nouvel Institut pourrait aller plus loin. Par exemple, aborder les mouvements de capitaux vers les pays émergents et, à partir de ceux-ci, en combinant la participation des spécialistes des *Area Studies*, notamment Chine et Inde, à celle des économistes de l'Institut ayant une vue plus globale, ou encore l'analyse de l'agriculture dans plusieurs pays en développement liée aux négociations de l'OMC. Des schémas analogues s'appliqueraient aux systèmes politiques, à la fonction publique.

L'avantage de ces formules est qu'elles ne demandent guère d'efforts des rapporteurs qui ne traitent que des thèmes qu'ils maîtrisent au mieux. Le nouvel Institut a beau avoir élargi sa masse critique d'*area specialists* par la fusion, un renforcement partiel serait souhaitable. Ces analyses conjointes, voire interdisciplinaires, exigent que les enseignants témoignent d'une plus grande curiosité pour les travaux de leurs collègues. Mais ça, c'est une autre histoire!

« Nous avons besoin de multinationales qui connaissent mieux la Chine. Elles doivent être capables de rechercher les points communs tout en saisissant les différences. »

Cheng Piwei – vice-président de la Commission permanente de l'Assemblée nationale. Conférence à Pékin de représentants des multinationales et de Chinois. (China Daily, 19.11.07)

LA VIE ACADÉMIQUE

LES NOUVEAUX PROFESSEURS

LILIANA ANDONOVA, PROFESSOR, POLITICAL SCIENCE

Urs Luterbacher, Professor, Political Science

The Institute will have the privilege of having Prof. Liliana Andonova become part of its faculty in the Political Science Unit. We are particularly happy to have a distinguished woman academic join our ranks. Liliana Andonova was born in Bulgaria and completed her B.A. at Sofia University (Bulgaria) and Mount Holyoke College (USA) with a major in International Relations and a minor in Linguistics. She went on to do a Ph.D. in Government at Harvard University, where her work focused on international institutions and the influence of the European Union on the environmental politics and policies of Central and East European states. Prior to joining the Institute, she was Assistant Professor in Government and Environmental Studies at Colby College (USA) and a Jean Monnet Fellow at the European University Institute, Italy. She has also been awarded fellowship positions at the Earth Institute of Columbia University and at the Belfer Center for Science and International Affairs of the Kennedy School of Government at Harvard University.

Prof. Andonova is the author of *Transnational Politics of the Environment. EU Integration and Environmental Policy in Eastern Europe* (MIT Press, 2004) and of articles published in journals such as *Global Governance*, *International Studies Quarterly*, *Comparative Political Studies*, and *International Studies Perspectives*. Her current research focuses on institutional change, international organisations and public-private partnerships, European integration, transnational governance, and climate cooperation. Recent activities include being elected member of the Executive Committee of the Environmental Studies Section of the International Studies Association; an appointment to the Editorial Board of *the Journal of Environment and Development*, and participation in the US National Academy of Sciences initiative on public-private partnerships for sustainability.



CROSSING INTELLECTUAL BORDERS

MARC FLANDREAU, PROFESSOR OF INTERNATIONAL HISTORY AND POLITICS AND INTERNATIONAL ECONOMICS



We are delighted you will be joining us in the Fall. What are your reasons for coming to the Graduate Institute?

It is a new project, as I see it: an interdisciplinary approach to international issues, governance and development. Continental Europe desperately needs a first-class, global teaching and research institution specialising in these areas. I am delighted to join the Institute when it is moving decisively in this direction. I am proud the Institute has felt I could help.

Can you tell us something about your training and interests?

My basic training was in social sciences. When I became a student at Ecole normale supérieure, I picked Economics as the least worst approximation of what interested me most. I soon realised there was not enough there for my curiosity and took a degree in History. It was at the beginning quite different from what I was doing in Economics. Then the two came together in a course on 19th century Economic and Social History taught by Jacques Rougerie, and one on 18th century Prussian Economy and Society by Jochen Hoock. But this interest was matched by courses in Industrial Economics and also European Macroeconomics that Charles Wyplosz was then teaching at the EHESS in Paris. So it is hard to see a guiding theme! A detour through

Berkeley and Stanford helped me, with the assistance of my mentor and friend Barry Eichengreen, to start building my own intellectual pathway by threading through a variety of approaches and concerns. My years in CNRS and Sciences Po, first as research fellow, and then as university professor, have enabled me to articulate and test a number of research hypotheses on the possibility of a whole new approach to international issues – one blending different perspectives from inception. I also got a chance to train graduate students (about a dozen by now) in this kind of methodology. “New global economic history” is achieving recognition nowadays. It was not so obvious even 15 years ago.

You will be one of the first professors to have a joint affiliation in International History and Politics and International Economics. Do you have any thoughts about this?

I guess the unifying theme is “international”? Mainstream economists occasionally call me a historian, and historians sometimes believe I am an economist. I have always considered this a compliment, and I think they are both right, anyway. I guess that this is what happens to you when you spend your intellectual life crossing borders! I am glad that, thanks to the Institute, I now have two homes – as a Parisian, I cannot conceive life without a *résidence secondaire*...

Tell our readers something about your recent research projects.

I have always had quite eclectic interests – with some obsessions too! In general terms, my research belongs to what may be called “new quantitative global history”, an approach that is profoundly international in its scope and methodology, and seeks to identify trends in the evolution of the global economy. In effect, this field deals with matters that have been so neglected in the past (perhaps in large part because of the need for relatively sophisticated technical tools to deal with it) that almost every single paper that one can write in this field is bound to be revisionist. As a result, I have been quite fortunate in my trials! In my recent papers, I have looked at new perspectives on the role of trade bargaining in trade liberalisation in the 19th century, the international integration and national segmentation of capital markets in the 18th century, reserve currencies in the interwar period, the persistence of international currency leadership over time, etc. This research is also relevant for modern policy issues. Think of Doha, capital markets and under-development, China’s reserves, the slide of the US dollar... This may be related to the practical experience I had as senior advisor and chief economist with Lehman Brothers France – an experience which has always been a source of inspiration for my research.

How do you see your research and other professional interests developing in the next five years or so?

In the immediate future I would like to organise one of my most cherished research topics – sovereign bond markets during the 19th and 20th centuries – into a book, co-authored with Professor Juan Flores, from Universidad Carlos III in Madrid (a former student and a friend). This book will deal with the evolution of information production by banks, independent analysts, and rating agencies. At one level, it is a theory of market structure and its long-term dynamics. At another level, it is about the international financial architecture. The idea is to construct, through an exploration of vast amounts of archival material, a theory of the evolution of “macroeconomic orthodoxy”. Why are IMF structural adjustments plans designed the way they are? Where do they come from? What is their future? This project could help address questions such as these. My horizon for this is the summer of 2009. What about beyond? Well, I once read an interview by Henry Kissinger where he said that, when it came to writing a book, two projects is one too many!

LE CONTENTIEUX INTERNATIONAL COMME LABORATOIRE VIVANT

JEAN-MARIE DUPUY, PROFESSEUR, DROIT INTERNATIONAL

Propos recueillis par Marcelo Kohen, professeur, droit international



Pourquoi avoir choisi l'Institut pour cette étape de ta carrière académique?

Pour une diversité de raisons dont l'une est que j'y ai de longue date de grands amis qui sont en même temps des collègues pour lesquels j'ai aussi beaucoup d'estime professionnelle. Les internationalistes en poste à l'Institut, dans la tradition entretenue notamment par Michel Virally et Georges Abi-Saab, sont très ouverts intellectuellement, ont une conception du droit international nourrie par la diversité de leurs origines nationales, de leur formation, de leurs traditions. Cela me séduit beaucoup. J'ai eu le privilège de diriger des thèses et d'enseigner durant bientôt huit ans à l'Institut universitaire européen de Florence. C'est également un lieu d'ouverture et de dynamisme intellectuel où le goût de la diversité et de l'éclectisme est encouragé par l'esprit de tolérance. Comme l'IHEID, l'Institut de Florence est un endroit où les contacts interdisciplinaires sont possibles. Je ne voulais pas perdre des atouts majeurs de ce genre. Où aller pour les retrouver, en Europe et ailleurs, sinon à l'Institut? Quel que soit mon attachement à l'université française en général, et à la mienne en particulier, Paris II (Panthéon-Assas), qui possède une faculté de droit de très grande valeur et de renommée justifiée, je préférais rester dans le cadre d'une institution universitaire qui soit vraiment internationale.

Tu es un théoricien et un praticien du droit international. Quelle réflexion à propos du lien entre théorie et pratique t'inspire ton activité comme enseignant, auteur, conseil et arbitre?

Il me semble qu'à condition de savoir respecter un bon équilibre et toujours donner la priorité aux responsabilités universitaires, un professeur de droit international a tout intérêt à pratiquer. J'ai commencé par être consultant auprès de l'OCDE et du PNUE puis, grâce à mon père, j'ai eu la chance de commencer très tôt à avoir une expérience du contentieux international devant la Cour internationale de justice. C'était dans l'affaire du *Plateau continental Tunisie/Libye* et j'ai eu alors le privilège non seulement de travailler avec René-Jean Dupuy, mais aussi, dans la même équipe, avec Michel Virally, Robert Jennings et Georges Abi-Saab. J'ai alors vu comment la Cour traitait le fait et le droit et quelle est la dynamique qui l'anime.

Par la suite, au cours de toutes les affaires auxquelles j'ai participé, j'ai appris à voir comment bien des problèmes d'une grande dimension théorique ont un enjeu concret dans une affaire déterminée. La pédagogie académique et l'argumentation de l'avocat international présentent des différences notables.

D'une façon générale, le contentieux international est un laboratoire vivant. La pratique juridictionnelle démystifie le droit comme, d'une certaine façon, la justice que l'on rend en son nom; elle permet de constater comment on le viole, comment le juge l'applique (ou, parfois, le contourne) et comment, lorsqu'on devient arbitre, comme c'est mon cas actuellement, on est soi-même amené à l'interpréter. La pratique fait de la discipline que l'on enseigne une matière vivante dont on perçoit mieux les enjeux non seulement techniques mais aussi politiques et économiques. C'est alors une grande joie de faire partager ces expériences aux étudiants.

J'ai eu le plaisir de t'entendre parler – y compris en donnant des conférences – dans six langues différentes. Un vrai polyglotte. Un commentaire général sur l'emploi des langues dans le monde d'aujourd'hui et dans l'étude des relations internationales en particulier?

Comme le dit avec son humour et sa finesse coutumière Georges Abi-Saab, c'est un oxymore que de prétendre être un internationaliste unilingue! Kant appelait «pensée élargie» celle qui sait s'amplifier pour comprendre les préoccupations et les visions de l'autre. En ne parlant et ne lisant qu'une seule langue, on ne peut penser qu'à l'intérieur d'un moule étroit en ne percevant l'autre que comme un décalque de soi-même.

Pour en revenir à l'étude du droit international, il existe des travaux de haute qualité publiés notamment en espagnol, en italien, en allemand tout comme en français qui ne seront jamais traduits en anglais. Dans l'affaire *LaGrand*, j'ai pu préparer ma plaidoirie tendant à prouver que les mesures conservatoires de la CIJ sont obligatoires grâce à deux livres excellents, tous deux en italien. Il est difficile de plaider un conflit de délimitation entre deux pays centro-américains sans parler l'espagnol et lire les «*Cédulas reales*» de la Couronne d'Espagne et fort utile de lire Verdross en allemand pour savoir ce qu'il a voulu dire exactement en introduisant le concept de *jus cogens* dans ses articles écrits après 1920. Enfin, il est toujours irremplaçable de lire une analyse de pure technique juridique par Jean Combacau et il n'écrit qu'en français. Ce ne sont évidemment là que quelques exemples. L'Institut, comme la Suisse elle-même, est une entité multilingue, internationale par nature.

Ceci dit, lorsque je m'entends parler les langues qui ne sont pas les miennes, je pense parfois à la réponse que le grand linguiste structuraliste Roman Jakobson avait faite à mon père quand celui-ci lui demandait s'il était vrai qu'il en parlait dix. Avec un terrrrrible accent slave, Jakobson lui avait répondu: «*oui, c'est vrai. J'en parle dix. Mais je les parle toutes en russe...*».

LES THÈSES DÉPOSÉES

AOÛT 2007 – FÉVRIER 2008

AHMET ASICI (Turquie)

Three Essays on Exiting from Fixed Exchange Rate Regimes

Directeur: Charles Wyplosz

ANNYSSA BELLAL (Suisse)

Immunités et violations graves des droits humains. Vers une évolution structurelle de l'ordre juridique international?

Directeur: Andrew Clapham

SILVIA CATTANEO (Italie)

"New Multilateralism" and "High Politics": State-NGO Relations on Human Security Issues

Directeur: Keith Krause

WALTER CHRISTMAN (USA)

Toward a Global Partnership. Security Cooperation in the Information Age

Directeur: Keith Krause

JONATHAN CURCI (Italie)

The Protection of Biotechnological Innovations, Plant Genetic Resources and Traditional Knowledge in International Intellectual Property Law

Directeur: Marcelo Kohen

OUSMANE DIALLO (Guinée)

Le consentement des parties à l'arbitrage commercial international

Directeur: Jean-Michel Jacquet

HILDE ENGELEN (Belgique)

The Building of the Baltic Sea Region: Identities and Implications

Directeur: Keith Krause

ANDREA FRACASSO (Italie)

Three Essays on External Debt, Fiscal and Monetary Policy Issues

Directeur: Charles Wyplosz

GAURI KHANNA (Inde)

Economic Aspects of Water Use with Applications in Agriculture and in Health

Directeur: John Cuddy

ROSEN MARINOV (Bulgarie)

Competitive Pressure in Integrating Europe

Directeur: Damien Neven

MARTINE PANSIOT (France-Suisse)

Représentations de soi et du monde – Approche de l'identité culturelle chinoise contemporaine à travers l'analyse d'un corpus de photographies de famille – Kunming 1991

Directeurs: Rolf Steppacher et Michael Lackner

MU'TAZ QAFISHEH (Palestine)

Origin of Palestinian Nationality in International Law: Palestinian Nationality under the British Rule

Directrice: Vera Gowlland

COLUM DE SALES MURPHY (Irlande)

Bosnia Endgame: 1994-1995. A Study of Key Aspects of the Failures of Traditional Peacekeeping Theory and Political Science in Resolving the Bosnia War, 1992-1995 (with Special Reference to the Final Attainment of Peace:

The Bosnia Endgame, 1994-1995)

Directeur: Victor-Yves Ghebali

HEATHER SCHALL WIPFLI (USA)

Diffusion, Norms, and Governance: The Case of Tobacco Control

Directeur: Keith Krause

ASTRIT SULSTAROVA (Albanie)

Sovereign Debt Dynamics in Stochastic Environment

Directeur: Hans Genberg

CLAUDINE VALENTINE (USA/France)

Understanding Education Reform in South Eastern Europe: The Inter-Relationships between the Enhanced Graz Process, OSCE/ODIHR Activities and the Stability Pact

Directeur: Cédric Dupont

ACHIM WENNMANN (Allemagne)

Conflict Financing and the Recurrence of Intra-State Armed Conflict: What can be done from the perspective of Conflict Financing to Prevent the Recurrence of Intra-State Armed Conflict?

Directeur: Keith Krause

GLAUCIA YOSHIURA-BOYER (Brésil)

Recovering States from Disintegration. An Emerging International Cooperative Framework

Directeur: Georges Abi-Saab

LES ÉCHANGES D'ÉTUDIANTS

A SEMESTER AT THE ELLIOTT SCHOOL OF INTERNATIONAL AFFAIRS, WASHINGTON, DC

Amiyna Farouque and Belinda Cleeland, Master in International Affairs

The city of Geneva is certainly an ideal place to study international affairs. At the heart of Europe, it has a population teeming with diplomats and foreigners of all nationalities and hosts the headquarters of many prominent international organisations and NGOs.

However, if one city could rival Geneva in these stakes, it would be Washington, DC. As the capital of the world's most powerful country, it too hosts numerous international organisations, NGOs and think tanks, and is also home to the Elliott School of International Affairs at the George Washington University (GWU), an exchange partner of the Graduate Institute.

With one of the top international affairs programmes in the US, the opportunity of spending a semester abroad at the Elliott School was to be taken advantage of! With over 20,000 students on a large, consolidated city campus, GWU is on a completely different scale from the Institute. While this had its advantages, such as 24-hour library and computing access, numerous on-campus eateries, free use of sports facilities and, most importantly, an incredible array of classes to choose from, it did inevitably lack the more personal atmosphere and camaraderie of the Institute. Nevertheless, the classes were engaging and challenging, with many being taught by practitioners – such as ambassadors or military officers – and many practical skills-based courses alongside the more traditional academic fare. Being in DC, there were also countless public lectures and conferences to attend at the Elliott School or at any of the other top universities in the area, such as Georgetown or SAIS at Johns Hopkins, as well as numerous events and



Amiyna Farouque et Belinda Cleeland.

seminars offered at embassies, think tanks and institutions such as the World Bank. In fact, there was often so much on offer that it was hard to decide what to do!

Living in DC was a great opportunity to learn about US history, experience the US lifestyle and gain new insight into the world of international affairs, as seen from the US capital. Our experience at GWU was not only enriched by its location and politico-cultural scene, but by the courses and lectures offered. The skills classes in particular, allowed us to acquire some valuable applicable tools for our respective fields of interest. Our exchange abroad was therefore a complete experience that allowed us to attain a wider understanding of international affairs from the perspective of the world's only superpower.

À LA RENCONTRE DE NOS FUTURS ÉTUDIANTS

ENTRETIEN AVEC MARLYNE SAHAKIAN ET DOMINIC EGCEL, DOCTORANTS

Marlyne Sahakian, doctorante en développement et Dominic Egcel, doctorant en histoire et politique internationales, ont été mandatés par la direction de l'Institut pour faire la promotion de ses programmes d'études aux États-Unis, en Europe et en Suisse.

Vous avez participé à la tournée organisée par l'APSIA (Association of Professional Schools of International Affairs) dont l'Institut fait partie.

Dominic Egcel (DE): La tournée APSIA constitue une excellente vitrine promotionnelle pour l'Institut car elle permet d'accéder directement aux étudiants intéressés par des études en relations internationales et en développement. Nous profitons également de la présence de partenaires renommés comme les universités de Princeton ou Harvard qui attirent un grand nombre de candidats potentiels, auxquels nous pouvons faire valoir les avantages comparatifs de l'Institut (tradition, situation privilégiée, offre diversifiée, rapport qualité-prix, enseignement bilingue).

Marlyne Sahakian (MS): C'était une très belle expérience car nous avons pu discuter avec plus de 500 étudiants potentiels. J'ai aussi eu l'opportunité de mieux connaître l'offre de l'ex-HEI grâce à mon collègue Dominic. Ce fut une collaboration très constructive.

Dans quelles villes êtes-vous allés et comment ces Fairs sont-ils organisés?

DE: Cette année nous avons participé à la totalité de la tournée européenne (Budapest, Prague, Varsovie, Berlin, Saint-Gall, Paris) ainsi qu'à une partie de la tournée

américaine (Washington DC et New York). Chaque école dispose d'un stand sur lequel elle présente sa documentation. Les étudiants intéressés viennent directement au stand et nous pouvons ainsi leur offrir des conseils personnalisés.

Vous avez également effectué une tournée en Suisse?

DE: Oui, nous avons présenté nos programmes dans les universités de Zurich, Bâle, Berne, Lausanne et Genève. Nous jouissons d'une excellente réputation en Suisse et il est important de conserver notre position privilégiée sur ce marché académique attractif.

Selon vous, pour quelles raisons les étudiants s'intéressent-ils aux différents programmes d'études de l'Institut?

MS: Un grand nombre d'étudiants est intéressé par les études en développement, tout particulièrement par l'approche anthropologique de terrain et par nos compétences en écologie globale – des perspectives peu abordées dans d'autres programmes.

DE: L'aspect professionnalisant et interdisciplinaire du MIA (Master in International Affairs) est en général très bien reçu. Le MIS (Master in International Studies) a déjà fait ses preuves et attire des étudiants qui cherchent à se spécialiser dans une des disciplines de l'Institut.

En ce qui concerne le doctorat nous proposons, en comparaison avec nos principaux concurrents, une offre solide et étoffée.

Quels sont les éléments porteurs de l'Institut?

MS: Au cœur de l'Europe, Genève reste une ville très attractive. Le nombre d'organisations internationales et d'ONG

implantées à Genève offre beaucoup d'opportunités pour des stages et des futures carrières. Le fait de posséder dans nos rangs un service de l'emploi efficace et proche de la Genève internationales constitue certainement un atout majeur dans cette perspective.

DE: La taille raisonnable de notre Institut est également perçue comme un atout, puisqu'elle permet un enseignement de qualité dans des séminaires participatifs et des rapports privilégiés entre professeurs et étudiants. De plus, nous offrons un campus cosmopolite avec plus d'une centaine de nationalités et pouvons compter sur un corps professoral confirmé et réputé.

Comment le bilinguisme est-il perçu par les étudiants?

MS: La possibilité de poser des questions et d'écrire les travaux en français et en anglais est toujours bien reçue. Les étudiants anglophones perçoivent l'opportunité d'ajouter le français à leur curriculum comme une chance unique.

Les intérêts et préoccupations des étudiants sont-ils les mêmes en Suisse, en Europe et aux Etats-Unis?

MS: Aux Etats-Unis, les étudiants ne s'intéressent pas, dans un premier temps, au prix des programmes. Ils veulent plutôt comprendre nos critères de sélection afin de se préparer au mieux et de maximiser leurs chances d'admission. Bien évidemment, le prix des études en Suisse suscite des «wow» alors que de l'autre côté de l'Atlantique on a l'habitude de frais bien plus élevés.

DE: Aux Etats-Unis, les étudiants sont plutôt mûs par les perspectives professionnelles, alors qu'en Europe ils



Marlyne Sahakian lors de la tournée APSIA.

s'intéressent d'avantage au contenu des programmes. Si nous sommes bien connus en Suisse et en Europe, nous le sommes moins aux Etats-Unis où nous possédons une marge de progression importante.

Quels sont les pays retenus pour la tournée APSIA 2008?

MS: En 2008, APSIA organisera des tournées en Europe, aux Etats-Unis, en Asie et en Amérique latine. Nous mettons actuellement sur pied un plan de promotion 2008 qui complétera ces tournées avec d'autres événements de promotion. Dans les années à venir, il s'agira d'inclure d'autres points forts régionaux comme l'Afrique ou l'Inde.

COLLOQUES ET CONFÉRENCES



The first Annual Sergio Vieira de Mello Memorial Lecture, given by Mr. Kofi Annan, took place March 17 in the presence of about 1'000 persons. Mr Kofi Annan is Senior Fellow of the Graduate Institute. (Photo Eric Roset)



L'UNION EUROPÉENNE: PASSÉ, PRÉSENT, AVENIR

Colloque en hommage au professeur Pierre du Bois

→ p. 48

IN MEMORY OF SERGIO VIEIRA DE MELLO

→ p. 49

**GOVERNANCE MONDIALE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE:
LA NÉCESSITÉ DE COHÉRENCE POLITIQUE ET DE NOUVEAUX PARTENARIATS**

→ p. 50

**COLLOQUE GENRE 2008
FÉMINISMES DU SUD ET POST-COLONIALISME**

→ p. 50

**INTERNATIONAL CONFERENCE ON IRAQI STUDIES. WRITING THE HISTORY OF IRAQ
HISTORIOGRAPHICAL AND POLITICAL CHALLENGES**

→ p. 51

L'UNION EUROPÉENNE : PASSÉ, PRÉSENT, AVENIR

COLLOQUE EN HOMMAGE AU PROFESSEUR PIERRE DU BOIS

→ Genève, 8 février 2008

Basil Germond, docteur en relations internationales; chercheur invité, Université d'Oxford



Pierre du Bois.

Le 8 février dernier, un colloque pluridisciplinaire a rendu hommage au professeur Pierre du Bois, décédé subitement le 23 juin 2007. Le thème abordé, l'Europe, et plus particulièrement l'Union européenne (UE), constituait l'un de ses principaux domaines de recherche et d'enseignement. Il nous a ainsi légué une abondante littérature sur ce sujet, notamment en ce qui concerne les relations entre la Suisse et l'UE, l'identité européenne, les enjeux de sécurité en Europe, et les questions monétaires. Son dernier ouvrage, *L'Histoire de l'Europe monétaire 1945-2005*, a été diffusé par les Presses universitaires de France ce printemps à titre posthume.

Ainsi, les collègues, amis et anciens doctorants de Pierre du Bois ont débattu un jour durant autour de cinq thèmes relatifs à l'Union européenne: les origines de l'idée d'Europe, l'Europe et ses constructeurs, l'UE et le monde, l'UE et les institutions, et l'élargissement de l'UE. Ce fut l'occasion, une fois n'étant pas coutume, de mettre en lumière la pertinence d'une approche pluridisciplinaire de

la question européenne, où histoire, science politique, économie, droit et philosophie sont absolument indissociables, méthode mise en avant par Pierre du Bois dans son enseignement comme dans sa recherche.

Le actes de ce colloque, enrichis de quelques contributions supplémentaires, ainsi que d'un chapitre biobibliographique sur Pierre du Bois, seront publiés sous la direction d'André Liebich et de Basil Germond. L'ouvrage doit paraître en septembre 2008. Il sera diffusé par les Presses universitaires de France pour commémorer la disparition de notre regretté ami et collègue.

Contributeurs à l'ouvrage

Prof. Bruno Arcidiacono
 Prof. Jean-François Bergier
 Prof. Marie-Thérèse Bitsch
 Amb. Franz Blankart
 Prof. Philippe Burrin
 Prof. Mohammad-Reza Djalili
 Prof. Victor-Yves Ghebali
 Dr Basil Germond
 Dr Gilles Grin
 Prof. Jussi Hanhimäki
 Prof. Adrian Ivan
 Prof. François Jequier
 Dr Thierry Kellner
 Prof. André Liebich
 Prof. Alfonso Mattera
 Prof. André Reszler
 Dr Benedikt Schoenborn
 Prof. Georges-Henri Soutou

IN MEMORY OF SERGIO VIEIRA DE MELLO

→ Geneva, 17 March 2008

Daniel Warner, Director, Programme for the Study of International Organisation(s), PSIO

On 19 August 2003, an attack against the United Nations Headquarters in Baghdad killed Sergio Vieira de Mello, Special Representative of the United Nations Secretary-General, and 21 of his colleagues and associates. Aged 55 when he was killed, Sergio was the UN High Commissioner for Human Rights. He had previously had a long career with the UN High Commissioner for Refugees and with the UN Secretariat as Under-Secretary-General, heading the Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. He also served as UN Special Representative in Kosovo and in Timor-Leste among other UN functions.

Born in Brazil, educated in Switzerland and France with a doctorate in philosophy from the Sorbonne, a fluent multi-linguist, Sergio was a true citizen of the world. He opened the academic year 2000-2001 at HEI with a speech entitled "La conscience du Monde: l'ONU face à l'irrationnel dans l'histoire," which brilliantly combined philosophy, political theory and his practical experiences.

If one could ask Sergio about his life's work, he would say that not only was his mission in Iraq unfinished, but that in regard to his broader humanitarian agenda, especially as he conceived it as the High Commissioner for Human Rights, there remained much to be done.

Sergio's style was to recognise the good being done by others, to find ways to support it and to empower others to do likewise. It is for this reason that his friends and his family have decided to set up a Foundation to support such efforts.

Dedicated to promoting dialogue for the peaceful resolution of conflict, the Sergio Vieira de Mello Foundation has been established as an international entity under Swiss law to continue Sergio's mission and fulfil his vision through:



Sergio Vieira de Mello. (Photo Annie Vieira de Mello)

- An Annual Memorial Lecture with the Graduate Institute on or around his birthday 15 March. The first Lecture was delivered by Kofi Annan on 17 March 2008.
- An Annual Prize in his name awarded at the end of each year to individuals, institutions or communities in recognition of their outstanding and unique work undertaken to achieve peaceful reconciliation between peoples and parties in conflict.
- A Fellowship in Sergio's name to be awarded to a selected number of outstanding young people whose parents or family members were victims of humanitarian crises resulting from armed conflict.
- Supporting initiatives and efforts to promote peaceful reconciliation and co-existence between peoples and communities divided by conflict.

The Foundation is a not-for-profit organisation and its work will be funded by individuals and organisations who share Sergio's ideals.

GOUVERNANCE MONDIALE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE: LA NÉCESSITÉ DE COHÉRENCE POLITIQUE ET DE NOUVEAUX PARTENARIATS, 12^e CONFÉRENCE DE L'EADI

→ Genève, 24-28 juin 2008

Jean-Luc Maurer, professeur, études du développement

La 12^e Conférence de l'Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement (EADI) se tiendra du 24 au 28 juin 2008 à Genève. Ce sera la première fois que la Suisse accueillera cet événement international et l'Institut est chargé de son organisation.

Le principe de développement durable, combinant la protection de l'environnement et la gestion efficace des ressources naturelles non-renouvelables avec la lutte contre la pauvreté et l'accès à des conditions de vie décentes dans les pays en développement, a été approuvé par tous les pays à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (UNCED) de Rio en 1992. Pourtant, la transposition de cet impératif au niveau des politiques économiques reste une tâche ardue tant pour les pays développés que pour les pays en développement.

Les défis du développement durable sont multiples: comment persuader les pays les plus avancés d'accepter leur responsabilité en matière de protection des biens publics? Est-ce qu'une négociation entre pays développés et pays émergents

permettrait à ces derniers d'accroître leur niveau de vie sans pour autant compromettre le développement futur de l'ensemble du globe? Comment les pays les plus pauvres peuvent-ils se prémunir contre l'impact des changements climatiques et l'épuisement des ressources naturelles? Seul un système de gouvernance mondiale plus efficace peut permettre de relever ces multiples défis et réconcilier des intérêts immédiats divers et parfois conflictuels.

La 12^e Conférence générale de l'EADI offrira aux chercheurs européens et à leurs collègues des régions en développement (ICCDA) l'occasion de présenter leurs perceptions des défis mondiaux, d'en débattre et d'explorer les politiques et les modèles de gouvernance susceptibles de répondre à ces défis au niveau local, régional, national et mondial. Cette Conférence permettra également de renforcer le dialogue et la coopération entre le monde de la recherche et les organisations internationales de Genève impliquées dans l'aide au développement et la gouvernance mondiale.

➤ <http://www.eadi.org/gc2008>

COLLOQUE GENRE 2008 FÉMINISMES DU SUD ET POST-COLONIALISME

→ Genève, 16-17 octobre 2008

Christine Verschuur et Fenneke Reysoo, chargées de cours, études du développement

L'histoire des luttes et révoltes contre les inégalités entre hommes et femmes et la construction de la pensée sur l'oppression de genre a été particulièrement sous-éclairée dans les pays du Sud. Une certaine image coloniale de «la» femme du Sud, impuissante («powerless»), a été maintenant déconstruite par des chercheuses du Sud. Cette image de «la femme du tiers-monde», qui ne serait pas sujette de son histoire, est maintenant dénoncée. Si l'existence du champ de savoir «genre et développement» n'est plus niée, les apports théoriques et pratiques – notamment ceux provenant des pays du Sud – sont loin d'être reconnus comme ils le

devraient. Actuellement, les réflexions mettent en avant les liens entre les systèmes d'oppression de sexe et de classe – qui étaient déjà celles des féministes du XIX^e siècle – et le système d'exploitation raciste et néo-colonial. La manipulation de la «question des femmes» dans des entreprises néocoloniales (par exemple pour justifier la guerre en Afghanistan), ou dans les politiques d'immigration (débat sur le voile, crise des banlieues en France et aux Pays-Bas), montrent combien ce débat sur les inégalités hommes-femmes est d'actualité.

➤ <http://www.genre-dev.org>

INTERNATIONAL CONFERENCE ON IRAQI STUDIES WRITING THE HISTORY OF IRAQ HISTORIOGRAPHICAL AND POLITICAL CHALLENGES

→ Geneva, 6-8 November 2008

Riccardo Bocco, Professor, Development Studies

The conference seeks to stimulate intellectual discussion among specialists about what is at stake, both historiographically and politically, in working out the history of a state halfway between reconstruction and implosion. While a debate on “state building” already exists, engendered by the creation of new states in Eastern Europe as well as in Central Asia during the 1990s, that of “history-building” is much less present in academic circles. What are the milestones that will allow for a renewed perspective on Iraqi 20th century history? Is it possible to write a history that fits into new paradigms?

The purpose is also to decompartmentalise the case of Iraq by inscribing it in a wider regional framework and in the longer-term perspective of 20th century conflicts. The subject of comparison is not the Iraqi regime as a power structure but rather the experience of societies that have laid the foundation of new political systems and consequently new discourses about their history after the fall of a regime or the end of an armed conflict. The conference also seeks to encourage cooperation and exchanges between Iraqi and Western universities.

Organisers:

Swiss Society for Middle Eastern and Islamic Studies (Société Suisse Moyen Orient et Civilisation Islamique, SSMOCI) and the Graduate Institute of International and Development Studies.



An Iraqi specialist repairs damaged manuscripts at the Iraqi National Library in Baghdad, December 2007. (AFP/SABAH ARAR)

Scientific committee:

Riccardo Bocco (IHEID), Hamit Bozarslan (EHESS, Paris), Anna Neubauer (SSMOCI, Bern) Peter Sluglett (University of Utah, Salt Lake City) and Jordi Tejel (SSMOCI, Bern)

➤ **Contact: Jordi Tejel, jtejel@vtxnet.ch**

ALUMNI

ENTRETIENS

POUR UNE FORMATION PLURIDISCIPLINAIRE ET PLURICUTURELLE

Dominique Biedermann, ancien étudiant de l'IUED,
directeur de la Fondation Ethos à Genève



Quel a été votre parcours?

J'ai effectué mes études universitaires à Genève, d'une part à l'Université de Genève (doctorat en sciences économiques en 1989) et d'autre part à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) (diplôme en 1982). Mon activité professionnelle a débuté comme économiste au Département de la santé publique du canton de Genève. Puis, en 1991 j'ai rejoint la Caisse de pension du Canton de Genève (CIA), en tant que directeur-adjoint, puis comme directeur de 1994 à 1998. A ce titre, j'ai notamment participé en 1997 à la création de la Fondation Ethos, une institution appartenant aux caisses de pension suisses et dédiée à la promotion des investissements socialement responsables. Depuis 1998, j'assume la direction de la Fondation Ethos qui regroupe aujourd'hui près de 80 investisseurs institutionnels suisses. Je dirige également la société Ethos Services qui offre un ensemble de services dans le domaine des investissements socialement responsables.

Qu'est-ce qui a été le plus enrichissant dans vos études à l'IUED?

Mes études à l'IUED m'ont permis d'élargir ma formation classique d'économiste aussi bien à la problématique économique des relations Nord-Sud qu'à des dimensions politiques, culturelles ou anthropologiques. Mais cela a également été l'occasion de faire la connaissance et de côtoyer de nombreuses personnes, professeurs et étudiants, issus d'horizons très variés et avec des expériences de vie souvent très différentes de la mienne.

Qu'avez-vous retenu de marquant de votre passage à l'IUED?

L'ambiance unique de l'IUED. Les cours, les séminaires, la cafétéria: nous avions en permanence des échanges passionnants et... passionnés! Tout le monde était un peu idéaliste, à la recherche de savoir, de nouvelles idées ou d'expériences vécues. On essayait de mieux comprendre le monde dans lequel nous vivions et d'échafauder des solutions pour davantage d'équilibre et de justice, notamment dans les relations internationales et la répartition des richesses.

Quelles valeurs souhaitez-vous retrouver dans le nouvel institut?

Il me semble très important que le nouvel institut reste un centre de formation à la fois pluridisciplinaire et multiculturel. Parallèlement, sa situation à Genève devrait lui permettre de garder des contacts étroits et permanents aussi bien avec les organisations internationales, les ONG, que les milieux économiques. Les formations de base devraient obligatoirement être complétées par des enseignements sur des problématiques incontournables comme les thèmes environnementaux, l'énergie ou la santé. Je souhaiterais également qu'une place soit accordée au dialogue et aux échanges d'expériences personnelles.

VALORISER LES LIENS ENTRE LE PUBLIC ET LE PRIVÉ

Isabella Pedrazzini, ancienne étudiante
de HEI, directeur, Lombard Odier Darier Hentsch & Cie

Quel a été votre parcours?

Après ma jeunesse passée au Tessin, j'ai commencé mes études universitaires à Genève en sciences économiques et sociales, mention études internationales. Après la licence à l'Institut de hautes études internationales (HEI), j'ai poursuivi mon cursus à Lausanne à l'Institut de hautes études en administration publique où j'ai obtenu un Master. J'ai débuté ma vie professionnelle à Berne dans le cadre de l'Organisation des Suisses de l'étranger et j'ai notamment entretenu des relations avec le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Rentrée à Genève, j'ai décidé de continuer mon activité professionnelle dans le privé et plus précisément dans le secteur bancaire. Après une année de perfectionnement aux USA, j'ai poursuivi ma carrière auprès de Lombard Odier Darier Hentsch, banquiers privés à Genève, dans le domaine de la gestion patrimoniale.

Qu'est-ce qui a été le plus utile et le plus enrichissant dans vos études à HEI?

Mes études à l'Institut m'ont permis de découvrir la Genève internationale, l'ouverture multiculturelle, les études en anglais... J'ai compris l'importance de l'approche multidisciplinaire pour analyser les défis d'un monde en continuelle mutation et la chance de pouvoir bénéficier d'un point d'observation connu et reconnu, libre et indépendant.

Qu'avez-vous retenu de marquant de votre passage à HEI?

Les étudiants, aussi divers que motivés, les cours du Professeur Jacques Freymond, impressionnant par sa carrure et sa forte personnalité, une conférence de la première femme ambassadeur, Francesca Pometta, qui m'a permis de comprendre que je n'étais pas faite pour la carrière diplomatique... que je désirais aussi... une famille et des enfants! Mais surtout la valeur du travail rigoureux et l'importance de l'éthique et du droit dans la poursuite de tout objectif.

Quelles valeurs souhaitez-vous retrouver dans le nouvel Institut?

Face à la complexité des défis qui attendent les nouvelles générations et le besoin d'encadrement et d'orientation des jeunes diplômés, l'Institut devra continuer à mettre en valeur les liens privilégiés qu'il entretient entre public et privé afin de maintenir au cœur de l'enseignement les aspects pratiques et concrets autant que les aspects théoriques liés aux domaines en pleine évolution que sont l'environnement, le développement durable, l'intégration, la globalisation économique et financière.

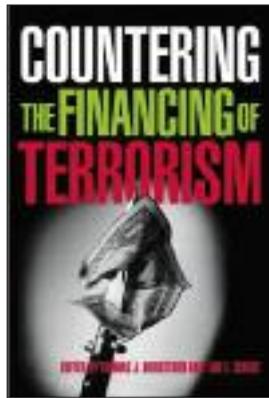
A cet égard, je pense que les échanges entre Hautes écoles sont toujours enrichissants.



LES NOUVELLES PUBLICATIONS

COUNTERING THE FINANCING OF TERRORISM

Co-edited by Thomas J. Biersteker, Curt Gasteyger, Professor of International Security and Sue E. Eckert, Senior Fellow, Watson Institute for International Studies, Brown University



—
LONDON: ROUTLEDGE
2008 – 344 p.

Groups committing acts of terrorism have adapted their means of financing to elude detection since the 11 September 2001 attacks in the United States. As formal financial channels have been closed down, terrorists have turned to crime and other self-funding mechanisms to support their activities.

Surveying the global community's multi-year effort to cut off terrorist funding, this volume offers a much-needed analysis of a complex, widely discussed, yet poorly understood subject. While other books on terrorism have touched upon the topic, this is the first comprehensive, balanced, and scholarly overview of terrorist financing, its methods, and efforts to counter it.

Bringing together leading analysts of terrorism, international relations, global finance, law, and criminology, "Countering the Financing of Terrorism" provides a critical assessment of the international effort to restrict terrorist financing. It evaluates the costs and benefits of global regulation, cautions that the existing approach may be insufficient for the changing threat, and offers recommendations for more effective policies for the future.

Part I of the book assesses how the social organisation of groups committing acts of terrorism affects how they finance their activities, with particular attention to Al Qaeda, Jemaah Islamiya, and Hezbollah.

Part II explores different methods used for raising and moving the funds needed to commit acts of terrorism, including diversion from charities, the use of informal value transfer systems (hawalas), trade diversion, high-value commodities, and linkages to organised crime.

Part III analyses government regulatory responses, at both the national and the international level.

The conclusion in Part IV assesses the costs and benefits of the current global regulatory effort and makes specific policy recommendations for policy reforms.

HISTOIRE DE L'EUROPE MONÉTAIRE (1945-2005)

EURO QUI COMME ULYSSE...

Pierre du Bois

L'Europe monétaire est bien en place. Cette réalisation inouïe, visible par tous les citoyens dans leur quotidien, confère une nouvelle identité à la construction européenne.

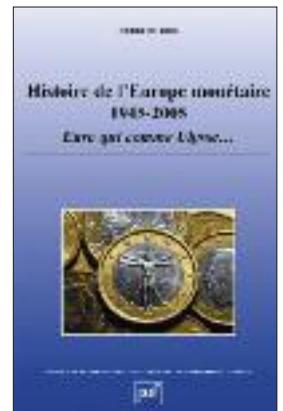
Ce livre retrace la longue histoire de l'Europe monétaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale à nos jours. Une histoire qui a connu plusieurs phases successives: rétablissement d'une normalité monétaire après la Guerre, fonctionnement d'un système monétaire international sous l'égide du dollar américain, développement d'une nouvelle ambition européenne en proie aux difficultés et désordres des années 1970, élaboration du traité de Maastricht dans une Europe en voie de réunification et enfin, naissance de l'union économique et monétaire et de l'euro.

On y voit s'entrecroiser les facteurs économiques et financiers, les politiques nationales, des destins de personnalités qui ont contribué à façonner l'histoire ainsi que le tumulte des débats entre experts sous l'œil des médias et de l'opinion publique.

Basée sur des sources d'une grande variété et rédigée dans un style passionnant, cette étude historique novatrice constitue une lecture indispensable pour quiconque s'intéresse aux origines d'un projet qui a changé l'Europe et pourrait avoir de grandes implications sur l'économie du monde.

Né à Herzogenbuchsee (Suisse) en 1943, Pierre du Bois a été professeur d'histoire des relations internationales à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève jusqu'en juin 2007, lorsqu'il nous a quittés prématurément.

Il est l'auteur de nombreux travaux sur l'histoire de l'intégration européenne, l'histoire de la Suisse et de l'Europe, les relations économiques internationales, les relations Est-Ouest.

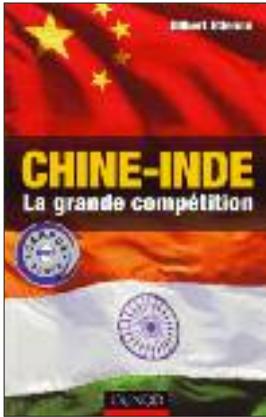


—
EDITEUR : INSTITUT DE HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DU DÉVELOPPEMENT

DIFFUSEUR :
PRESSES UNIVERSITAIRES
DE FRANCE
2008 – 260 p.

CHINE-INDE : LA GRANDE COMPÉTITION

Gilbert Etienne



—
PARIS: DUNOD,
2007 – 224 p.

Gopalan Balachandran, Professor of International History and Politics presents Gilbert Etienne's new book.

Professor Gilbert Etienne enjoys a reputation as one of the most knowledgeable Western scholars of rural India. He has observed and written about Indian agriculture and its rural economy now for over five decades. I know of no other scholar who has brought to these subjects the same keenness of eye and erudition over this long a period.

Remarkably, Professor Etienne has also studied Chinese economic development for nearly as long. He first began studying China and India when the East appeared to be turning “red”, and many in the West were wont to see them as locked in a contest whose outcome would determine the future of the “free” world.

Now, after five long decades China and India are once again painted as potential rivals, and as apt subjects for comparison. Presenting two such large and diverse countries in a coherent comparative frame is no easy challenge. We should therefore welcome Professor Etienne’s bold attempt in his latest book at a comparative historical and institutional portrait of contemporary India and China, and their future challenges.

It is impossible to summarise here the insights and analyses of this information-packed, engagingly-written book. Interspersing personal anecdotes with broader analysis, the first chapter establishes the book’s intimate, firsthand tone by recollecting the author’s personal encounters and experiences of China and India. After a brief historical snapshot of the two civilisations, the third chapter summarises political, economic, and social developments in the early decades of independent India and revolutionary China. The next two chapters discuss the reforms pursued by them from the early 1980s, and their subsequent development.

The book next moves on to the constraints and challenges – infrastructural, demographic, environmental, etc. – facing China and India as they attempt to sustain (in India’s case, accelerate) growth, to bring more people out of poverty and further raise living standards.

A distinctive feature of Professor Etienne’s research is his practice of returning at regular intervals to the same sites of study. He can therefore describe for us, as few others can, continuities and change in these societies over five decades as their populations experienced them. His work is thus of interest also to historians and anthropologists who are increasingly interested now in “experience” of the state, development, etc.

ANNUAIRE SUISSE DE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Catherine Schümperli Younossian, directrice du Comité de rédaction

Depuis 1981, l'*Annuaire suisse de politique de développement* (*Annuaire Suisse-Tiers Monde* jusqu'en 2002) rend compte de l'évolution des relations Nord-Sud, en particulier celles de la Suisse avec les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Depuis le début des années 1990 se sont ajoutées celles avec les pays de l'Est.

Les parutions de l'Annuaire se sont ainsi succédées, 26 volumes trouvant leur place sur bien des bureaux et dans de nombreuses bibliothèques. Au fil des ans, l'Annuaire est devenu un instrument de travail incontournable pour de nombreux acteurs de la politique de développement, des administrations fédérale et cantonale, des médias, des ONG de développement et d'environnement, ainsi que dans les milieux académiques.

Un outil de travail: Le premier numéro «Faits et Statistiques» de chaque volume relate, de manière descriptive, les événements nationaux et internationaux marquant les relations de la Suisse avec les pays en développement et les pays en transition. Le champ d'analyse se trouve au point de rencontre des problèmes globaux (environnement, migrations, sécurité, etc.), des relations Nord-Sud (coopération au développement, commerce mondial, finance internationale) et des politiques publiques de la Suisse.

Un instrument de réflexion: Le second numéro porte sur un thème choisi de politique de développement et regroupe des contributions académiques, des prises de position et des études de cas rendant compte des enjeux et des débats en cours. Le dossier 2007 de l'Annuaire porte sur la mobilisation des ressources locales visant au financement du développement. Ses contributions offrent différents éclairages sur deux aspects centraux. D'une part, elles analysent le rôle, parfois ambigu, joué par la coopération internationale au développement dans la gestion des finances publiques des pays en développement de manière générale et par l'aide budgétaire en particulier. D'autre part, l'Annuaire présente et discute les différentes pistes permettant une meilleure mobilisation des ressources nationales: par une indispensable amélioration des systèmes fiscaux, l'extension des réseaux de micro-finance, l'accès aux crédits, dans le contexte de la libéralisation de l'économie et enfin par les (non)-retombées des bénéficiaires retirés de l'exploitation du pétrole.

Perspectives pour 2008: Les perspectives pour 2008 sont prometteuses. La publication de l'Annuaire se poursuit dans le cadre de l'Institut de hautes études internationales et du développement avec trois rendez-vous importants. Dans le courant du printemps, la totalité des 10 dernières années de l'Annuaire seront mises en ligne en libre accès; en mai 2008 le premier numéro du 27^e volume («Faits et Statistiques») sortira de presse et enfin, dans le courant de l'hiver 2008-2009 le dossier sera disponible sur le thème des migrations et du développement.



—
ANNUAIRE SUISSE
DE POLITIQUE DE
DÉVELOPPEMENT,
«FINANCER
LE DÉVELOPPEMENT PAR
LA MOBILISATION DES
RESSOURCES LOCALES» IUED,
vol. 26, n° 2,
2007 – 260 p.

JEUX DE GOUVERNANCE

REGARDS ET RÉFLEXIONS SUR UN CONCEPT

Marc Hufty, Alexandre Dormeier Freire, Pauline Plagnat, Vanessa Neumann (dir.)



La «gouvernance» est devenue un mot clé de la réflexion sur les sociétés. Cet ouvrage s’inscrit au sein des débats autour de ce concept, avec l’intention de contribuer à en préciser le sens, tout en illustrant les difficultés liées à son utilisation dans le domaine des relations internationales et du développement. Au-delà de ses utilisations comme outil idéologique ou des effets de mode, le concept apparaît potentiellement utile et novateur. Les textes rassemblés ici explorent ce potentiel à partir d’une lecture théorique et historique, ainsi qu’à travers son application à divers thèmes: décentralisation, citoyenneté, rapports privé-public, gestion urbaine, environnement, institutions économiques, savoirs traditionnels, démocratie, et construction de l’Etat postcolonial. Il s’applique en effet à un vaste ensemble de situations et permet de jeter une passerelle entre des disciplines, des approches et des domaines variés, mais aussi d’aller au-delà de l’éternelle dichotomie entre le local et le global. Il n’est bien entendu pas question de surestimer ce potentiel; c’est pourquoi le regard posé ici est aussi critique, soulignant en particulier le manque de fondements scientifiques du concept et la nécessité de le déconstruire et de le reconstruire à partir de ses usages. Cette prise de distance incite à un questionnement sur la nature et la finalité de la gouvernance, mais elle conduit aussi à la nécessité de poursuivre le travail de réflexion.

—
EDITIONS KARTHALA ET IUED,
2007 – 242 p.

ENTRE ORDRE ET SUBVERSION

LOGIQUES PLURIELLES, ALTERNATIVES, ÉCARTS, PARADOXES

S. Chappaz-Wirthner, A. Monsutti et O. Schinz (dir.)



Ce livre est le fruit d’un travail collectif d’une vingtaine de chercheurs entamé à l’occasion du centenaire du Musée d’ethnographie de la ville de Neuchâtel (MEN). Témoignant de la richesse de l’anthropologie neuchâteloise, les différentes contributions visitent la problématique de l’ordre et de la subversion à la lumière de données ethnographiques qui proviennent de terrains aussi variés que le Chili, l’Inde, l’Afghanistan, la Mauritanie, le Kenya, la Croatie, la Suisse, la France, l’Allemagne, ainsi que du champ littéraire.

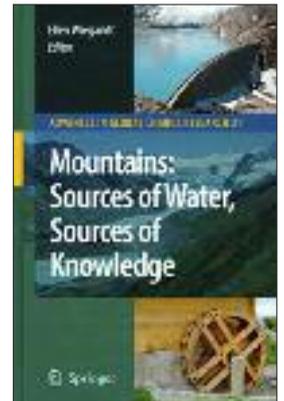
Les multiples facettes du rite y sont traitées: religieuses et sociales, mais aussi économiques, politiques et symboliques. En abordant les pratiques comme les représentations, les recherches rassemblées dans ce volume constituent une réflexion sur la dimension ambiguë et ambivalente des rituels. Si ces derniers peuvent parfois renforcer l’ordre social, ils tendent souvent à jouer sur les limites et deviennent ainsi un vecteur de changement, voire de subversion. L’abondante chair empirique proposée par les auteurs projette un jour nouveau sur les enjeux au cœur de la dynamique sociale, montrant que la création des frontières et des règles qui structurent la vie collective s’accompagne toujours de l’aménagement d’espaces propices à leur remise en question.

—
EDITIONS KARTHALA ET IUED,
2007 – 231 p.

MOUNTAINS: SOURCES OF WATER, SOURCES OF KNOWLEDGE

Ellen Wiegandt

This book addresses the major challenges in assuring globally sustainable water use. Paradoxically, water resources have been identified both as too plentiful, producing major disasters, and increasingly vulnerable to shortages. Addressing both of these aspects requires attention to physical hydrological processes as well as human activities that affect water supply and demand. Mountain regions are the sources of many great water systems and often have long traditions of effective water management and therefore provide special insights into general problems of water use, including upstream-downstream and trans-boundary relations as well as natural hazard management. This volume will address critical contemporary and global issues through the lens of global change processes and with a focus on mountain regions to bring state-of-the-art science from numerous disciplines to examine important environmental and policy questions related to water resources.

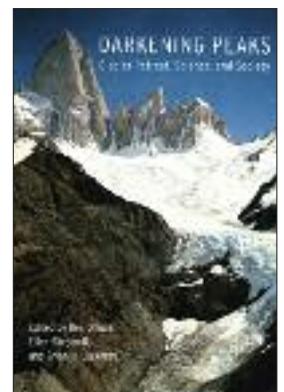


SPRINGER SERIES:
ADVANCES IN GLOBAL
CHANGE RESEARCH,
Vol. 31
2008 – 382 p.

DARKENING PEAKS GLACIER RETREAT, SCIENCE, AND SOCIETY

Edited by Ben Orlove, Ellen Wiegandt, and Brian H. Luckman

Looking up at mountains, people now see bare, dark rock where white snow and ice once stood – dramatic evidence of the accelerating pace of glacier retreat due to climate change. This groundbreaking work is the first to provide an integrated, multidisciplinary, global exploration of the scientific, social, and economic dimensions of this phenomenon. Bringing together contributors from five continents, *Darkening Peaks* discusses the ways that scientists have observed and modelled glaciers, tells how climate change is altering their size and distribution, and looks closely at their effect on human life.



UNIVERSITY OF
CALIFORNIA PRESS,
2007 – 296 p.

GENRE, MOUVEMENTS POPULAIRES URBAINS ET ENVIRONNEMENT

dirigé par Christine Verschuur



—
CAHIERS GENRE
ET DÉVELOPPEMENT NO 5,
L'HARMATTAN, IUED, EFI,
2007 – 403 p.

Le désordre urbain et les défis environnementaux ne sont pas perçus ni vécus pareillement au Sud et au Nord, par les femmes et les hommes, par les puissants et les exclus. Il existe à présent un formidable essor poussant à prendre conscience de ces enjeux, des injustices et des droits. Les mouvements populaires urbains et de lutte pour l'environnement participent de la réflexion sur les changements de paradigmes de développement qui sont urgents et nécessaires. Les femmes sont particulièrement affectées par la dégradation de l'environnement et de l'habitat urbain. Dans l'urgence, et devant le manque de services publics, des femmes interviennent dans les mouvements de base pour réclamer, résister, proposer des solutions. Cependant, la forte présence des femmes dans ces organisations est généralement peu ou pas reconnue. Nous assistons à l'affirmation de nouvelles valeurs et à un engagement qui s'articule autour de la prise de conscience de droits. Il s'agit non seulement du droit à obtenir de l'eau ou de l'électricité à un tarif abordable, à avoir un environnement non nuisible à la santé et un travail dignement rémunéré, mais aussi du droit à ne pas être battue ou expulsée de sa maison, à sortir librement de chez soi, à participer aux choix politiques. Dans certains mouvements populaires urbains, des brèches s'ouvrent pour envisager des alternatives, sur ces territoires de vie, et sans plus attendre.

LA BIOSPHERE DE L'ANTHROPOCÈNE

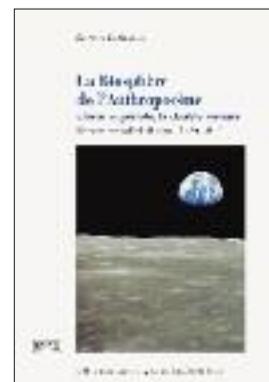
CLIMAT ET PÉTROLE, LA DOUBLE MENACE

REPÈRE TRANSDISCIPLINAIRE 1824 - 2007.

Jacques Grinevald

Quiconque possède un brin d'esprit philosophique (et scientifique) et n'est pas trop aveuglé par les problèmes quotidiens et le dogme politico-économique de la croissance, ne peut qu'être frappé par cette lancinante rumeur qui semble à la fois tomber du ciel et remonter des entrailles de la Terre: une espèce zoologique singulière, *Homo sapiens faber* (V. Vernadsky), est devenue une nouvelle force géologique. L'humanité «civilisée», depuis la révolution thermo-industrielle, est désormais capable d'accélérer et de prendre la direction de l'évolution de toute la Biosphère. Mais n'est-ce pas jouer aux apprentis sorciers?

Avant Hiroshima, pratiquement personne – parmi les «civilisés» – ne remettait en question l'optimisme historique qui s'attachait à l'idéologie du Progrès. A l'Est comme à l'Ouest, au Sud comme au Nord, la Guerre froide n'a guère permis de faire triompher la «non-violence» pas plus qu'elle n'a permis d'aller plus loin que la création de «réserves de la biosphère» et autres aires protégées. La biologie moderne, en faisant triompher une conception moléculaire du vivant, a fait de l'ombre à l'essor, tout aussi fondamental, de la biologie environnementale et de l'écologie globale, la science de la Biosphère, ignorée par les sciences économiques et sociales. Malgré l'immense espérance internationale de «l'atome pour la paix» et les illusions du Développement, contemporaines de l'âge d'or du pétrole, l'expansion de la civilisation scientífico-militaro-industrielle heurte de plus en plus les limites de la Biosphère dont les sociétés humaines dépendent tout autant que n'importe quelles autres formes de vie.

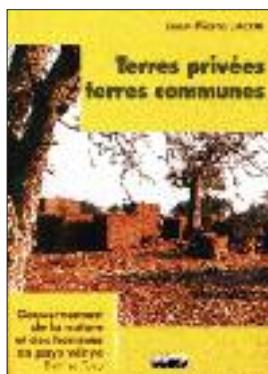


—
GEORG, GENÈVE
2007 – 292 p.

TERRES PRIVÉES, TERRES COMMUNES

GOVERNEMENT DE LA NATURE ET DES HOMMES EN PAYS WINYE

Jean-Pierre Jacob



—
PARIS: IRD,
A TRAVERS CHAMPS
2007 – 281 p.

Au Burkina Faso, comme dans la plupart des pays africains, la question foncière occupe une position centrale dans la construction politique et le développement économique. Pour les gouvernements, la résilience des systèmes coutumiers, euphémisée dans les discours mais bien réelle dans les pratiques, représente un obstacle majeur à la constitution d'une citoyenneté formelle.

Dans cet ouvrage, l'auteur présente le régime foncier actuel des Winye du Burkina Faso et l'analyse comme un ensemble de choix moraux inhérents à toute organisation sociale: mise en valeur des ressources ou conservation de réserves patrimoniales, accroissement politique par l'accueil d'étrangers ou préservation des prérogatives autochtones, stimulation des intérêts individuels ou respect de l'intérêt collectif. Ainsi, c'est au travers des formes sociales d'accès à la nature que se met en place un ordre politique, une citoyenneté locale: le gouvernement de la nature fonde le gouvernement des hommes.

En élargissant la recherche anthropologique et en menant celle-ci en référence à d'autres études réalisées dans la sous-région, l'ouvrage propose une approche critique du traitement des questions foncières dans la recherche africaniste. Il remet en question l'idée d'une évolution inéluctable vers l'individualisation et la marchandisation de la terre et, d'une manière plus générale, apporte des éléments de réflexion au débat sur la construction de l'Etat en Afrique.

Direct NYC

GVA to JFK & EWR



swiss.com



continental.com



QATAR AIRWAYS القطرية

qatarairways.com

More than 100 destinations out of Geneva



Aéroport International de Genève

gva.ch



EXECUTIVE EDUCATION AT THE GRADUATE INSTITUTE GENEVA

<http://graduateinstitute.ch>

EXECUTIVE MASTERS

- **Executive Master in International Negotiation and Policy-Making (EMINP)**
October 2008–June 2009 (part-time)
- **International Master of Advanced Studies in Development Studies (IMAS)**
August 2008–April 2009 (full-time)

SUMMER PROGRAMMES

- **Summer Programme on International Affairs and Multilateral Governance**
June 16–July 4, 2008
- **Summer Programme on the WTO, International Trade and Development**
July 7–July 25, 2008

OPEN ENROLMENT AND CUSTOM PROGRAMMES

Information and application:

<http://graduateinstitute.ch/executive>

THE GRADUATE INSTITUTE | GENEVA

INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES
INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT

GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL
AND DEVELOPMENT STUDIES